MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Deuxième séance – Mardi 6 juin 2000, à 20 h 30

Présidence de M. Bernard Paillard, président

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *MM. Philippe Cottier, Roger Deneys, Gérard Deshusses, M^{me} Catherine Hämmerli-Lang, MM. Sami Kanaan, Daniel Künzi, M^{me} Evelyne Strubin et M. René Winet.*

Assistent à la séance: *M. Alain Vaissade, maire, M. Manuel Tornare, vice-président, MM. André Hediger, Christian Ferrazino et Pierre Muller, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 25 mai 2000, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 6 juin et mercredi 7 juin 2000, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Je dois commencer, malheureusement, par l'annonce d'un décès, celui de M. Henri Mehling (DC), avocat et conseiller municipal de 1974 à 1991. Il a été également président du Conseil municipal en 1987. Je passe la parole à M^{me} Ecuillon qui souhaiterait s'exprimer à son sujet.

M^{me} Alice Ecuillon (DC). Effectivement, je voulais vous prier de rendre hommage, mais vous venez de le faire – en partie en tout cas – à la mémoire de M^e Henri Mehling, conseiller municipal DC de 1974 à 1991 et président de ce Conseil de 1987 à 1988. Je crois qu'un certain nombre de conseillers municipaux ici présents l'ont connu et souhaitaient également que nous lui rendions hommage. Il a été enseveli; le service religieux a eu lieu vendredi. Je m'y suis rendue en tant que représentante de ce Conseil.

Nous n'avons pas reçu d'avis mortuaire, car j'ai appris que le protocole de notre Conseil n'admet pas que l'on envoie à tous les conseillers municipaux une information de ce type-là. Par contre, j'ai envoyé mes condoléances à la famille. Je souhaite que nous lui rendions hommage ce soir. Je vous remercie.

Le président. Pour ce faire, je propose que nous observions une minute de silence.

(L'assemblée se lève et observe une minute de silence.)

Le président. Conformément à la motion d'ordre que vous avez votée à la séance de 17 h, nous abordons le rapport de la commission des finances chargée d'examiner le projet d'arrêté N° 6.

3. **Rapport de la commission des finances chargée d'examiner le projet d'arrêté de MM. Jean-Marc Froidevaux, Bernard Lescaze et Robert Pattaroni, renvoyé en commission le 19 avril 2000, intitulé: «Pour l'acquisition d'actions de la Banque cantonale de Genève» (PA-6 A)¹.**

Rapporteur: M. Daniel Sormanni.

La commission s'est réunie les 16, 17 et 30 mai 2000, sous la présidence de M^{me} Michèle Ducret, présidente de la commission des finances.

Les notes de séances ont été prises par M^{mes} Micheline Pürro et Ursi Frey; qu'elles en soient remerciées.

Préambule

Il n'est pas inutile de rappeler que le débat sur l'augmentation de capital de la Banque cantonale de Genève était un sujet de préoccupation dans le monde économique et politique du canton, depuis de nombreuses semaines.

La Ville de Genève, deuxième actionnaire de cet établissement, était, de ce fait, concernée en premier chef.

Vu l'absence de proposition de la part du Conseil administratif, trois conseillers municipaux ont déposé le 19 avril 2000 le projet d'arrêté urgent suivant:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition de trois de ses membres,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit extraordinaire de 70 millions de francs pour l'acquisition d'actions nominatives et au porteur de la Banque cantonale de Genève.

¹ «Mémorial 157^e année»: Développé, 4273.

SÉANCE DU 6 JUIN 2000 (soir)
Projet d'arrêté: Banque cantonale de Genève

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève.

Art. 3. – Les actions nominatives seront inscrites à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine administratif. Les actions au porteur seront inscrites au bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine financier. En raison de la nature de cet investissement, celui-ci ne donne pas lieu à amortissement.

Dans sa séance du 19 avril 2000, le Conseil municipal, après discussion, et compte tenu de l'urgence, vu que l'augmentation de capital doit être effectuée entre le 5 et le 22 juin 2000, a accepté l'urgence et a renvoyé ce projet d'arrêté à la commission des finances pour étude.

Séance du 16 mai 2000

Audition de MM. Dominique Ducret, président du conseil d'administration, Marc Fues, président de la direction générale, Jacques Perrot, secrétaire du conseil d'administration, Daniel Pilly, vice-président du conseil d'administration, ainsi que MM. Gisiger et Severin de la fiduciaire ATAG Ernst & Young SA

Les représentants de la Banque cantonale de Genève (BCGe) expliquent que, lors de la fusion, en 1994, de la Caisse d'épargne (CE) et de la Banque hypothécaire, acceptée par le corps électoral, un grand nombre de questions se sont posées:

1. La répartition du capital: les communes et la Ville voulaient avoir la même participation que l'Etat, soit 29% à l'Etat et 29,5% aux communes (dont 2/3 à la Ville).
2. Détermination du coût de la participation de l'Etat et de la garantie du Canton, sachant que toutes les banques cantonales bénéficient de la garantie de l'Etat, hormis la Banque cantonale vaudoise (BCV). Lors de cette fusion, la BCGe devait reprendre la garantie de la CE d'un montant de 4,6 milliards; à cette époque les banques cantonales n'avaient pas la possibilité de se soumettre à la commission fédérale des banques.
3. Plusieurs conditions ont été requises lors de la fusion:
 - le conseil d'administration devait comprendre 27 membres, finalement le nombre de 15 a été arrêté;
 - pas de licenciements;
 - rédaction d'une charte éthique;

- chaque établissement faisait une évaluation des risques. La Banque hypothécaire, qui connaissait l'affaire des Services industriels (mauvaise évaluation de la valeur), a demandé qu'une troisième fiduciaire (Arthur Andersen) soit mandatée afin de contrôler le travail des deux premières et fasse un audit.

Au moment où le rapport a été déposé, il a été identifié des provisions supérieures aux risques encourus; à fin 1993, tous les risques étaient provisionnés (798 millions de risques pour 947 millions de provisions).

4. A l'époque, lorsque les grandes banques se sont retirées du marché local, seule la BCGe était là pour satisfaire les PME (petites et moyennes entreprises) et elle a joué le rôle qui était le sien, à savoir soutenir le développement économique de la région.

De plus, il faut relever que ce sont les dossiers hérités des deux anciennes banques (1987-1988) qui créent la situation actuelle sur le plan des risques, sur les dossiers immobiliers. Sur un plan général, la BCGe a subi en plein la crise économique des années 1990 qui a touché les PME.

Lors des assemblées générales, il n'a jamais été caché que l'assainissement prendrait beaucoup de temps, car la BCGe voulait s'en sortir par elle-même; elle a donc mené cette politique en accord avec les organes compétents; chaque année, elle a fait des provisions qui lui ont permis de couvrir des pertes.

Parallèlement, afin d'augmenter les activités de la BCGe, courant 1999, la direction a proposé d'augmenter le capital (la BCV l'a augmenté il y a environ deux ans de 500 millions), et il fallait 300 millions pour assainir le passé.

La direction est donc allée voir la commission fédérale des banques qui a fait la remarque suivante: «Vous voulez assainir le passé, mais vos fonds propres sont insuffisants. Si vous voulez assainir la totalité de vos dettes d'un seul coup, il faudrait prendre exemple sur la BCB (Banque cantonale de Berne) et demander d'étudier avec le Canton la possibilité de créer une entité de valorisation.»

La direction a donc rencontré les autorités cantonales pour leur exposer la situation; ces dernières lui ont fait savoir qu'elles étaient décidées à la soutenir en créant une entité de valorisation et la proposition suivante a été faite: augmentation de capital et création d'une entité de valorisation.

La presse a joué un rôle important en publiant le chiffre de 6,6 milliards, chiffre qui comporte tous les dossiers qui ont des risques, mais, en fait, cela ne signifie pas qu'il s'agit de perte.

La commission des finances du Grand Conseil a donc présenté un projet de loi qui vise à demander à l'Etat de souscrire à une augmentation du capital, il est également fait appel aux communes et à des investisseurs privés.

La BCGe espère que le Grand Conseil votera cette augmentation de capital; certaines communes ont déjà donné leur accord quant à leur participation.

La direction est absolument convaincue que cette banque est nécessaire à Genève et insiste sur l'importance du rôle de la BCGe dans le canton: 45% de la population a des relations avec la BCGe, 800 millions à 1,2 milliard de crédit accordé chaque année aux PME, ce qui permet à l'économie du canton de bien se porter. En 1999, le bénéfice réel est de 27 millions; cependant, la Commission fédérale des banques a exigé un amortissement de 500 millions supplémentaire.

Avec la création de la Fondation de valorisation, la banque – au niveau risque crédit – est assainie. Dans les années à venir, il lui restera à gérer les risques liés aux taux.

Le montant de 6,6 milliards est constitué – pour un montant de 5 milliards de crédits couverts par des cédulas hypothécaires, ce sont donc des créances couvertes. Ce ne sont donc pas des pertes. Le risque de perte est évalué à 1,5 milliard.

La création de la Fondation de valorisation apportera l'avantage de pouvoir diminuer les besoins en fonds propres.

En ce qui concerne les actions (1 nouvelle pour 2 anciennes) qui seront émises, le même dividende sera offert aux actions nominatives (nouvelle catégorie d'actions «B») qu'aux actions au porteur.

Actuellement, la Ville de Genève est propriétaire, en termes d'actions nominales, de 46,4 millions, et sa capacité nominale pourra être augmentée de 23,2 millions.

Le cours en Bourse de ces actions crée quelques soucis. En effet, en raison de la perte de confiance des actionnaires, le cours se situe entre 240 et 205 francs/action et cela implique pour le conseil d'administration de revoir son *business plan*; il faut attendre de savoir ce que la banque aura exactement dans son portefeuille à fin juin.

Compte tenu du manque de fonds propres, les plans seront probablement moins ambitieux que les précédents.

La fiduciaire a évalué les risques et les besoins de provisions qui doivent rester au sein de la BCGe; le complément qui sera versé à fin juin assainira la banque de ces risques.

Le représentant de la Ville de Genève rappelle que le Conseil municipal avait estimé qu'il était important que la Ville de Genève participe à la création d'un édifice utile à l'économie et que c'était là une volonté politique. Il rappelle que c'est la seule banque cantonale où les communes sont actionnaires.

Q. Quel est le montant exact de la somme que la Ville de Genève devrait investir?

R. Le montant que devrait déboursier la Ville de Genève dépendra du cours de l'action. Au début, la BCGe pensait que l'action se monterait à 280 francs, mais, aujourd'hui, elle estime qu'elle se situera aux environs de 240 francs à 250 francs, ce qui entraînera un correctif sur le montant global. Le prix à déboursier sera moindre.

Q. La BCGe va-t-elle vendre des immeubles?

R. La BCGe ne va pas vendre des immeubles, mais les immeubles dont il est question et qui appartiennent à des propriétaires privés qui ne peuvent plus payer les intérêts dus seront transférés à la Fondation de valorisation (environ 1360 objets – villas, immeubles locatifs et commerciaux, etc.). En effet, cesdits immeubles ne sont pas suffisamment rentables pour couvrir leurs frais aujourd'hui; une fois le transfert effectué, la fondation les gérera à sa façon.

Q. Comment la BCGe a-t-elle pu arriver à la situation actuelle? Les fiduciaires en sont-elles responsables?

R. Il est bon de rappeler que ce n'est pas l'organe de contrôle qui accorde les crédits, mais que celui-ci intervient après l'accord afin de contrôler que toutes les procédures sont bien respectées.

S'agissant d'un établissement de droit public, la banque se doit d'avoir un comportement différent de celui des grandes banques.

La BCGe a présenté un assainissement qui excluait les remises de dettes et, de ce fait, elle possède beaucoup d'actes de défaut de biens qui lui permettraient de se retourner contre les débiteurs.

Au moment de la fusion, les fiduciaires auraient pu être plus exigeantes. La BCGe a choisi d'absorber ses risques sur une plus longue période; cependant, avec la crise économique, les valeurs diminuaient et elle s'est posé la question: que faire?

Il faut se dire que si, il y a deux ans, la BCGe avait demandé à l'Etat de faire ce qu'il fait aujourd'hui, celui-ci ne serait pas forcément entré en matière. La BCGe a donc essayé de faire face par elle-même – avec l'accord de la commission fédérale des banques – et c'est ce qu'ont fait la majorité des banques. La crise qui a sévi dans les années 90 a frappé la banque de plein fouet et cette dernière en a subi les conséquences.

De plus, la politique de la banque a été de ne pas brader les immeubles; selon que vous vendez des immeubles rapidement ou en prenant le temps, le prix ne sera pas le même. Durant dix ans, le marché immobilier a été marqué par la crise économique et il a été difficile de fixer le montant sur le risque immobilier.

SÉANCE DU 6 JUIN 2000 (soir)
Projet d'arrêté: Banque cantonale de Genève

Q. Si les collectivités publiques décidaient d'acquérir des actions au porteur et non des actions nominatives, existerait-il un risque d'OPA?

R. Il est rappelé que la BCGe est cotée à la Bourse et qu'il existe un risque qu'un actionnaire, en l'occurrence l'Etat, possède 51% des actions et que la loi cantonale entre alors en vigueur. La BCGe ne voudrait pas en arriver là, car cela ne serait pas dans l'intérêt des communes. Il faut noter que, si la Ville de Genève refusait d'investir, c'est ce qui arriverait. Il est rappelé qu'en 1994 la Ville de Genève et les autres communes avaient refusé que le Canton soit majoritaire.

Q. Fondation de droit public, ou privée, qu'en est-il?

R. Une fondation de droit privé offrirait plus de liberté de manœuvre et il serait plus facile de faire des ventes ou de faire des travaux d'entretien. Une fondation de droit public donne à l'Etat le droit de contrôler ce qui se passe au sein de la banque et il faudra son aval pour vendre des objets. En ce qui concerne la procédure de vente nécessaire par le Grand Conseil, un montant sera déterminé au-dessous duquel il n'y aura pas besoin de l'aval du Canton.

Q. L'augmentation de capital de 300 millions apparaît faible, vu le montant des créances à risques.

R. Il ne faut pas mettre cette augmentation de capital en relation avec le volume transféré à la Fondation de valorisation.

Il faut examiner si ladite augmentation va permettre de continuer la mission de la BCGe. En fonction du cours de la Bourse, la banque va encaisser moins que prévu, mais elle sera quand même couverte au niveau des exigences légales.

Q. La BCGe a-t-elle fait son travail auprès des PME?

R. Les PME ont obtenu les crédits demandés depuis 1994. En effet, 47% des dites PME du canton sont clientes de la banque. Les critères définis par la BCGe se font sur des bases très claires. Les PME qui ne répondent à ces critères doivent s'adresser à la Fondetec.

Q. Pourquoi avoir pris autant de risques, alors que l'on savait que la structure financière de la banque ne pourrait pas faire face en cas de risques avérés?

R. Le volume de crédit a passé de 12 milliards en 1994 à 16,5 milliards à fin 1999 (50% aux PME). Il est souligné que le risque n'est pas une science exacte et qu'il n'est pas possible de maîtriser la conjoncture.

Q. Les leçons ont-elles été tirées de cette situation et quelles sont les mesures prises pour éviter que cela ne se reproduise?

R. La direction est consciente que si la situation est assainie il sera possible à la BCGe de continuer à faire des affaires et qu'elle devra veiller aux risques à

venir, car il est évident qu'elle a tiré les leçons du passé. L'économie genevoise a toujours besoin de crédits, mais elle ne va ni concurrencer les grandes banques ni jouer dans la cour des grands; elle agira en fonction de ses moyens. Cependant l'activité bancaire comporte des risques.

Q. Est-ce que les mécanismes de contrôle internes et externes seront plus performants à l'avenir et quel volume de gestion de fortune est traité actuellement par la BCGe?

R. L'organisation de la banque est bonne et elle est comparable à ce qui se fait ailleurs, d'ailleurs cela a bien fonctionné. Si la BCGe était venue devant la commission des finances il y a deux ans, les questions auraient été les mêmes, simplement il aurait été dit qu'avec la crise les risques de pertes seraient plus grands; aujourd'hui, grâce à la reprise, ces risques vont sûrement se réduire. Il est possible de multiplier les organes de contrôle, mais ils vaudront toujours ce que valent les gens qui les constituent.

La gestion de fortune équivaut à environ 7-8 milliards de fonds sous dépôt.

Q. La confiance est érodée. La recapitalisation sera-t-elle suffisante pour rendre confiance aux clients?

R. La recapitalisation est le premier élément nécessaire pour permettre le retour à la confiance. Il faut donc la décision du Grand Conseil, la décision du Conseil municipal de la Ville de Genève et le calme médiatique. La BCGe a prévu d'émettre un catalogue de communications et de rencontrer les bailleurs de fonds (cantons, caisses de pension, etc.). A l'automne, elle mettra sur pied des miniséminaires pour le personnel afin qu'il croie à nouveau en son entreprise.

Q. Est-il possible d'émettre plus d'actions, étant donné la baisse de valeur des dites actions?

R. C'est un peu délicat et si cela se faisait, la BCGe serait la seule société qui le ferait. Actuellement, elle se refinance sur le marché du court terme et les prêts subordonnés sont une musique d'avenir.

Séance du 17 mai 2000

Audition de M. Christian Ferrazino, conseiller administratif (remplaçant M. Pierre Muller)

Le Conseil administratif a rencontré, aujourd'hui, M^{me} Micheline Calmy-Rey et M. Guy-Olivier Segond, conseillers d'Etat, ainsi qu'une délégation de la BCGe.

Le Conseil administratif n'a pas pris l'initiative de déposer un projet d'arrêté, dans la mesure où les renseignements demandés ne lui sont toujours pas parve-

SÉANCE DU 6 JUIN 2000 (soir)
Projet d'arrêté: Banque cantonale de Genève

nus; il ne voyait donc pas comment demander au Conseil municipal de se prononcer alors que toutes les données n'étaient pas entre ses mains. Le Conseil administratif a relancé la banque ainsi que le Conseil d'Etat et a posé un certain nombre de conditions au Conseil d'Etat dans le cadre de l'augmentation de capital vu que cette dernière engendre de lourdes conséquences au point de vue financier. L'Etat s'est senti obligé de suivre la banque, alors que certaines communes ont fait un raisonnement différent. Le Conseil administratif est d'accord d'investir 70 millions, pour autant que les trois conditions suivantes soient remplies:

1. la société de valorisation doit être de droit public; le Conseil d'Etat va opter pour cela et la réponse tombera vendredi au Grand Conseil;
2. que la Ville de Genève ait un représentant au sein de cette fondation; le Conseil d'Etat est d'accord et M^{me} Micheline Calmy-Rey présentera un amendement dans ce sens vendredi au Grand Conseil;
3. la Ville de Genève doit obtenir par la loi un droit de préemption en cas d'aliénation d'un droit.

Ces trois conditions devront être réunies pour que le Conseil administratif soit d'avis de conseiller au Conseil municipal d'adopter cet arrêté. Le Conseil administratif n'a toujours pas fait sa religion quant aux actions au porteur ou nominatives: les actions nominatives donnent plus de voix que les actions au porteur; actuellement, le Conseil administratif pèse les avantages et inconvénients de ces options. S'il s'agit d'actions au porteur, elles seront inscrites au patrimoine financier, alors que les actions nominatives apparaîtront au patrimoine administratif.

Audition de M^{me} Micheline Calmy-Rey, conseillère d'Etat, et de M. Jean Erhardt, secrétaire général du Conseil administratif

La fusion a eu lieu en 1994. En 1999, le Conseil d'Etat a demandé à la banque un *business plan*, et les chiffres ont montré qu'il fallait une augmentation du capital. La commission fédérale des banques a confirmé qu'il fallait une augmentation de capital, mais a aussi exigé l'assainissement en une fois des risques. Il fallait donc transférer les affaires douteuses à une entité de valorisation.

Il faut rappeler que le transfert de la surveillance de la BCGe, par la commission fédérale des banques, s'est fait au moment de la fusion, en 1994; cependant, le Canton (Conseil d'Etat) a l'obligation de surveillance en vertu de la loi cantonale.

Afin d'assurer la survie de la banque, il a été décidé:

- la dissolution des réserves latentes;
- la vente des 40% de participation à la BCGe;
- le renforcement de la surveillance de la banque.

L'augmentation de capital ne suffit pas, à elle seule, à assurer la suite des activités, car il y a une insuffisance de fonds propres, jusqu'à fin juin.

Le transfert à la fondation des 5 milliards de créances libérera 160 millions de fonds propres.

Les risques que cette opération ne marche pas existent, étant donné qu'il peut y avoir un référendum. Dans un cas comme celui-là, la BCGe ne peut pas vivre la situation qu'elle vit aujourd'hui. Les marchés attendent les décisions du Grand Conseil et des communes; c'est une histoire très psychologique, qui est basée sur la confiance. Le risque est politique et financier et il faut absolument rétablir la confiance. Le Canton souhaite avoir une banque cantonale pour la population et les PME.

Au 30 juin 2000, les provisions sur l'entité assainie seront de 1,4 milliard.

Quelles sont les alternatives, étant donné que la commission fédérale des banques ne veut pas que la banque compte sur les bénéfices futurs pour éponger les dettes? Il est clair que la plupart des banques ont connu cette situation, mais elles ont pu éponger les pertes, car elles avaient les reins solides. Au cas où l'opération échouerait, il y aurait une alternative, à savoir trouver un acquéreur, pour autant que cela soit possible sachant que les mesures seraient quand même nécessaires, cet acquéreur devrait reprendre les 6 milliards de crédits sensibles. Nous ne pensons pas qu'il serait possible de trouver un acquéreur qui accepte de reprendre la BCGe sans contrepartie de l'Etat. La troisième alternative est la liquidation de la banque et dans ce cas l'Etat perd tous ses engagements; la garantie (4,4 milliards) pourrait être actionnée, mais nous ne savons pas à quelle hauteur (on parle de 1,5 milliard). Il est également difficile d'exclure que la responsabilité de l'Etat soit engagée envers les créanciers.

Pour les PME du canton, il est important de maintenir la même politique, étant donné que c'est la spécificité de la BCGe. C'est une banque qui s'est voulue universelle, mais qui a joué dans la cour des grands.

Au niveau du personnel, il a été constaté que les 900 employés sont anxieux et qu'ils vivent une situation difficile; il est clair que les discussions devront se faire clairement autour d'une table dès que la situation sera plus claire.

Q. S'agira-t-il d'une fondation de droit public ou privé? Etant donné que le marché immobilier se porte mieux, sera-t-il possible de limiter les pertes? Quel a été le rôle des fiduciaires?

R. Le Conseil d'Etat présente un projet de loi pour une fondation de droit privé; au jour d'aujourd'hui, le projet est identique, toute la mécanique financière est la même; la différence réside dans l'article 80 A de la Constitution, qui oblige

à passer devant le Grand Conseil pour toute aliénation. C'est le Grand Conseil qui va trancher, et selon toute probabilité ladite fondation sera de droit public.

Il est clair qu'au vu du marché immobilier et étant donné que la fondation aura pour but de gérer ces créances et non de les liquider, les choses devraient être meilleures que prévu.

En ce qui concerne la fiduciaire, elle a rendu des rapports à la commission fédérale des banques depuis 1994 sans recevoir de remarque, et le problème est arrivé en automne 1999 lors de la parution du *business plan*. La fiduciaire a fait son travail au mieux, l'évaluation des risques n'est pas une activité précise; les actifs immobiliers ont été mal évalués lors de la fusion; cela peut arriver, mais il aurait fallu tenir compte de ces risques bien avant.

Q. Quel montant la Ville de Genève devra-t-elle investir, vu la baisse du cours des actions?

Si le projet d'arrêté n'était pas voté par le Conseil municipal, pourrait-il exister un risque d'OPA?

Quel est le montant exact des crédits sensibles?

R. Le chiffre de 6,6 milliards, confirmé par ATAG, correspond aux dossiers sensibles sans tenir compte de la valeur de substance; la fondation devra réévaluer les risques en tenant compte de la valeur de substance. Le vote du Conseil municipal est important pour le Conseil d'Etat, étant donné que ce dernier s'est engagé à reprendre le 25% des actions nominatives restant des communes et la totalité des actions au porteur qui resteront; il aurait été plus judicieux de faire le contraire. En effet, cela pose un problème pour l'Etat, car il risque de dépasser les 50% d'actions et il a donc demandé une dérogation à la commission OPA. Il est également dans l'intérêt de la Ville de Genève que la BCGe soit assainie, car environ 50% des personnes du canton ont des relations bancaires avec la BCGe.

Q. La Ville de Genève a posé trois conditions pour souscrire:

- fondation de droit public;
- représentant de la Ville de Genève au sein de cette fondation;
- droit de préemption pour la Ville de Genève.

Quelle est la position du Conseil d'Etat?

De plus, n'y aurait-il pas lieu de faire un acte afin de définir les responsabilités?

R. Le Grand Conseil décidera pour la fondation – droit public ou droit privé.

Le Conseil d'Etat proposera un représentant sur recommandation de la Ville de Genève et un sur recommandation de la banque à la fondation.

Le droit de préemption est prévu dans le projet de loi.

Au sujet des responsabilités, il est clair que le Conseil d'Etat s'est posé des questions, surtout du fait que ces difficultés sont apparues juste après la connaissance des bons résultats financier du Canton. Dans un premier temps, il faut assainir la situation. Lors de l'assemblée générale de cet automne, il y aura sûrement un remaniement du conseil d'administration de la banque et, plus tard, il va falloir examiner les responsabilités.

Q. Quelle position adopterait l'Etat si la dérogation demandée à la commission OPA était refusée et que l'Etat se verrait obligé de lancer une OPA?

R. Il faudrait faire le point afin de partager les actions entre la Ville de Genève et l'Etat ou alors il faudrait faire une OPA sur la banque. Or, sincèrement, le Canton n'espère vraiment pas en arriver là; l'Etat n'a pas pour but de devenir l'actionnaire unique et fera tout pour éviter l'OPA.

Q. Le prix des actions s'avère inférieur au prix prévu; par conséquent, le montant escompté ne sera pas atteint. Serait-il possible d'émettre plus d'actions?

R. C'est un problème qui n'a pas encore été discuté en tant que tel. Une modalité a été proposée qui, vu le prix que les actions atteignent aujourd'hui, ne permettra vraisemblablement pas d'atteindre le montant de 300 millions et c'est l'assemblée générale qui devra prendre la décision finale; il n'est pas usuel de changer les modalités en cours de route mais aucune porte n'est encore fermée.

Q. Si les communes ne souscrivaient pas, est-ce que l'Etat serait prêt à financer les communes?

R. L'Etat essaie de passer ce cap sans avoir à faire d'emprunt, il ne lui serait donc pas possible de financer les communes.

Il est également précisé qu'il est nécessaire de faire un assainissement total, sinon les fonds propres ne seraient pas suffisants. De plus, le rendement net de la fondation serait insuffisant.

Les crédits en blanc vont rester à la BCGe, car il faut laisser au marché le soin de gérer les entreprises.

Audition de MM. Daniel Pilly, David Hiler et Bernard Lescaze, membres du conseil d'administration de la BCGe

Q. Du jour au lendemain, on voit que les risques ont doublé voire triplé. Comment en expliquer les raisons de manière succincte et simple? Pourquoi la Ville de Genève doit-elle impérativement s'investir et quelle est sa vision des choses au sujet d'actions nominatives ou au porteur?

R. L'évaluation des réserves et des provisions n'est pas d'une rationalité totale. Au moment de la fusion, la provision a été évaluée par les banques elles-mêmes et contrôlée par les fiduciaires, elle a été calculée en tenant compte de la moitié des risques. Pourquoi est-ce qu'il n'a pas été tenu compte de la totalité des risques? Il est toujours possible de penser que le monde immobilier va évoluer favorablement et cette évaluation a été acceptée par la commission fédérale des banques ainsi que par les fiduciaires. La politique d'attribuer les bénéfices à la dette a été prise, mais malheureusement ceux-ci n'ont pas été suffisants pour couvrir ce qui manquait et la commission fédérale des banques a changé son optique.

Il faut relever que l'élément conjoncturel qui a touché l'immobilier et les PME a joué un grand rôle dans la situation où se trouve la banque aujourd'hui. De plus, avant la fusion, les deux banques ont eu la fâcheuse tendance à se présenter plus grandes qu'elles n'étaient et ont fait des appréciations qui prêtaient la main à la spéculation.

Lors de l'étude du rapport sur les comptes 1998 et le rapport de la fiduciaire, il a été possible d'apprendre qu'il y avait 800 millions de provisions, et ATAG a dit que d'ici 2003 il fallait atteindre 1,3 milliard, ce qui a déclenché beaucoup de questions. Il est vite apparu qu'il ne serait pas possible de combler l'entier de la différence d'ici 2003.

La loi, des statuts et des règlements, approuvés par le Conseil d'Etat, limitent la compétence des membres du conseil d'administration de la banque.

Les rapports de la fiduciaire et des inspectorats internes sont accessibles aux membres du conseil d'administration. Il est clair que reconnaître que les choses vont mal perturbe le fonctionnement de la banque, mais il estime que cela doit absolument changer. Il existe une telle culture du secret des affaires que l'on est convaincu que, si on annonce trop tôt les difficultés, la situation se verra aggravée. Le Conseil d'Etat a été, depuis plusieurs années, régulièrement informé de la situation de la banque. Si la banque était venue il y a deux ans demander une recapitalisation à l'Etat, elle se serait vu «rire au nez».

L'information des membres du conseil d'administration est primordiale, les dossiers doivent pouvoir être étudiés à l'avance.

La Ville de Genève doit maintenir sa présence dans la banque, car c'est le bras économique de la commune sur la politique économique du canton, pour l'emploi.

Discussion de la commission

Les socialistes trouvent la situation, après les auditions, relativement claire et également par rapport à ce qui s'est passé auprès des autorités cantonales. On ne

peut que constater qu'il y a eu un échec des dirigeants de la BCGe et le Conseil municipal n'a pas d'autre choix que de sauvegarder la banque et d'essayer, dans la mesure du possible et de ce qui est réalisable, d'éviter qu'une telle situation puisse se reproduire.

Pour maintenir une banque de proximité à Genève, capable de fournir des crédits aux PME, donc pour le bien de l'économie et de l'emploi en général et des employés de la banque, la Ville de Genève se doit de participer à l'augmentation de capital. En effet, la fermeture de la banque aurait des conséquences financières, économiques et sociales largement supérieures aux coûts de la recapitalisation.

C'est pourquoi les socialistes ont préparé des amendements au projet d'arrêté initial.

Article premier: Sans changement.

Art. 2: La répartition entre les actions nominatives et au porteur est laissée à l'appréciation du Conseil administratif.

Art. 3: Sans changement.

Art. 4: Les actions nominatives et au porteur seront inscrites à l'actif du bilan au patrimoine financier.

Art. 5: Les membres du conseil d'administration font rapport au Conseil administratif et à la commission des finances.

Art. 6: Le membre de la fondation fait rapport au Conseil administratif et à la commission des finances.

Art. 7: Les missions seront définies dans une charte éthique.

Art. 8: Pas de licenciements.

Art. 9: La clause d'urgence est invoquée (art. 32 de la LAC). Il est indispensable d'améliorer l'information et la transparence de la banque, c'est pourquoi il est proposé que les membres du conseil d'administration et le membre de la fondation fassent un rapport annuel au Conseil administratif et à la commission des finances.

De plus, malgré les problèmes de rentabilité, le groupe socialiste s'oppose à des licenciements de personnel subalterne.

Si l'on veut véritablement réussir le sauvetage de la banque, la clause d'urgence (art. 32 de la LAC) doit être invoquée, car l'augmentation de capital doit se faire entre le 5 et le 22 juin.

Un référendum précipiterait définitivement la banque dans l'abîme.

Il y a de quoi être en colère. En effet, le problème des responsabilités se pose, même si des têtes sont déjà tombées et si certains actionnaires ou clients ont déposé plainte: il faudra clarifier la situation. Malgré la nomination d'un nouveau président, est-ce que les changements entrepris signifient un vrai renouveau de la banque? Il faut noter également la difficulté qu'il y a eu de convaincre le conseil d'administration d'accepter de faire un appel d'offres pour confier le mandat de contrôle à une nouvelle fiduciaire pour 2001.

En ce qui concerne les responsabilités et le dépôt éventuel d'une plainte, il est proposé une motion qui invite le Conseil administratif à examiner la possibilité de déposer une plainte en procédure civile et/ou pénale.

En conséquence, le groupe socialiste votera l'arrêté amendé ainsi que la motion.

L'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) (AdG/SI) est favorable à l'arrêté amendé par les socialistes. En effet, il n'est pas possible de refuser l'aide à la banque, vu que sa disparition porterait préjudice à de nombreuses entreprises. Il est également important de vraiment chercher les responsables, des erreurs ont été commises, avec des conséquences graves pour les actionnaires et l'économie genevoise. Le Conseil administratif est intervenu par le biais du maire, qui a donné lecture d'une prise de position de la Ville de Genève demandant de déterminer les responsabilités.

Une plainte demande des investigations et l'accès du juge aux documents cachés, semble-t-il, même aux responsables de la banque.

L'AdG/SI préférerait qu'un juge dise à la population s'il y a, oui ou non, des responsables. C'est pourquoi il est proposé un amendement disant que le Conseil administratif dépose plainte pénale pour faire toute la lumière sur cette banque, afin de déterminer les responsabilités. Le groupe est pour la sauvegarde de la banque, mais il faut établir les responsabilités, sinon il s'abstiendra lors du vote.

Les Verts déplorent le dysfonctionnement et la somme demandée: c'est une affaire de responsabilités. Le groupe acceptera ce qui est proposé et souscrit aux amendements proposés par les socialistes. En ce qui concerne le contrôle de la banque, il est souhaité qu'il se fasse de très près par les représentants du Conseil municipal et qu'une délégation du Conseil administratif soit créée pour suivre les affaires. Elle devrait rencontrer régulièrement le conseil d'administration de la banque, au moins pendant la période d'assainissement, notamment par rapport à sa stratégie. Le Conseil administratif de la Ville de Genève devrait être informé par le CA de la banque au moins une fois par année de la situation et la délégation devrait s'y rendre plus souvent pour la contrôler. Quant au dépôt d'une plainte pénale, le groupe n'a pas pris position, mais est d'avis que le procureur général devrait l'instruire.

Les démocrates-chrétiens déclarent qu'ils entrent en matière sur les propositions, mais qu'il faudrait préciser à l'article 7 que la charte doit être votée par le Grand Conseil. Le groupe est favorable à ce que les responsabilités des dirigeants de la BCGe soient établies, sans pour autant appuyer la plainte pénale, la justice ayant déjà été saisie du sujet. Il est rappelé que la BCGe n'est pas la seule banque à connaître des difficultés. De plus, elle a peut-être une marge bénéficiaire moindre que les autres, puisqu'elle soutient l'économie. Il est clair qu'il y a eu une participation de toutes les forces vives (patronales, syndicales, économiques, etc.) et que cela n'a pas fonctionné de manière assez critique, sauf en ce qui concerne une personne qui a été mise à l'écart.

Les libéraux, tout en étant très ébranlés par ce qui s'est passé et en espérant que les leçons seront tirées de ce fiasco, ont décidé de laisser une chance de survie à la banque, mais ils restent préoccupés par son avenir. Ils proposent un amendement conditionnant le crédit à la présentation d'un *business plan* d'ici au 22 juin. En effet, les libéraux essaient seulement de savoir comment l'argent sera utilisé et comment la BCGe tentera de survivre. Le but est donc d'établir des hypothèses basées sur différentes valeurs d'actions. D'autre part, il n'est pas possible de demander à une banque d'avoir une marge intéressante et d'éviter tout licenciement.

Les radicaux sont favorables au crédit, mais se posent la question des responsabilités. En fait, l'Etat a demandé une dérogation à la commission fédérale des banques au sujet d'une participation majoritaire. Une réponse est attendue. Il est rappelé les conditions fixées par cette commission concernant les fonds propres et les réserves, deux sujets allant de pair. Il y a donc urgence d'aller dans ce sens. La Ville de Genève ne peut pas se reposer sur l'Etat, d'autant plus qu'elle a déjà obtenu satisfaction suite à sa demande concernant un représentant dans la fondation. Cela répond parfaitement à l'article 32 de la loi sur l'administration des communes (LAC). Par ailleurs, ceux qui ont porté plainte viennent maintenant reprocher notamment à la banque d'avoir trop prêté.

Quant aux vrais responsables qui ont accordé les crédits, ils ont quitté l'établissement depuis longtemps. Le groupe radical s'abstiendra sur la motion socialiste.

L'Alliance de gauche (Parti du travail et Progressistes) souligne que son groupe a également été ébranlé par cette affaire.

Elle soutient le projet d'arrêté, mais s'abstiendra en ce qui concerne la plainte pénale.

Les votes

Article premier: Amendement du Parti libéral, qui concerne le *business plan* ainsi que la viabilité de la banque.

SÉANCE DU 6 JUIN 2000 (soir)
Projet d'arrêté: Banque cantonale de Genève

Vote: 3 oui (3 L), 3 non (2 S, 1 DC) et 8 abstentions (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 1 DC, 1 R).

L'amendement est refusé.

Article premier: Sans amendement, mais en ajoutant la lettre «B» après «actions nominatives».

Vote: 11 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 1 R) et 3 abstentions (3 L).

Le texte est adopté.

Art. 2: Sans amendement, mais en ajoutant la lettre «B» après «actions nominatives».

Vote: 14 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 1 R, 3 L).

Le texte est adopté.

Art. 3: Sans amendement.

Vote: 14 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 3 L, 1 R).

Le texte est adopté.

Art. 4: Amendement proposant d'intégrer les actions nominatives «B» à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine administratif et les actions au porteur dans le patrimoine financier.

Vote: 4 oui (1 DC, 3 L) et 10 non (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 1 R).

L'amendement est refusé.

Art. 4: Sans amendement.

Vote: 10 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 1 DC, 1 R) et 4 abstentions (1 DC, 3 L).

Le texte est adopté.

Art. 5: Amendement à intégrer au texte proposé comme premier paragraphe: «Il est créé une délégation du Conseil administratif chargée de suivre le dossier de la BCGe. Cette délégation rencontre régulièrement les administrateurs qui représentent la Ville de Genève au sein du conseil d'administration.»

Vote: 13 oui (1 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 3 L, 1 R) et 1 abstention (1 AdG/SI).

L'amendement est approuvé.

Art. 6: Sans amendement.

Vote: 14 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 3 L, 1 R).

Le texte est adopté.

Art. 7: Il est suggéré de supprimer «approuvée par le Grand Conseil», cela n'étant pas de la compétence du Conseil municipal.

Vote: 14 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 3 L, 1 R).

L'amendement est approuvé.

Art. 8: Amendement remplaçant «licenciement parmi le personnel subalterne» par «licenciements économiques».

Vote: 10 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 2 DC), 3 non (3 L) et 1 abstention (1 R).

L'amendement est approuvé.

Art. 9: Sans amendement.

Vote: 11 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 1 R) et 3 abstentions (3 L).

Le texte est adopté.

Vote de l'arrêté dans son ensemble.

Vote: 11 oui (2 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 2 S, 2 DC, 1 R) et 3 abstentions (3 L).

PROJET D'ARRÊTÉ AMENDÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition de trois de ses membres,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit extraordinaire de 70 millions de francs pour l'acquisition d'actions nominatives «B» et au porteur de la Banque cantonale de Genève.

Art. 2. – La répartition entre actions nominatives «B» et au porteur est de la compétence du Conseil administratif en fonction des conditions du marché.

Art. 3. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève.

SÉANCE DU 6 JUIN 2000 (soir)
Projet d'arrêté: Banque cantonale de Genève

Art. 4. – Les actions nominatives «B» et au porteur seront inscrites à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine financier. En raison de la nature de cet investissement et de sa rentabilité, celui-ci ne donne pas lieu à amortissement.

Art. 5. – Il est créé une délégation du Conseil administratif chargée de suivre le dossier de la BCGe. Cette délégation rencontre régulièrement les administrateurs qui représentent la Ville de Genève au sein du conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration de la BCGe désignés par le Conseil municipal font un rapport d'activités annuel au Conseil administratif et à la commission des finances du Conseil municipal.

Art. 6. – Le membre du conseil de la Fondation de valorisation désigné par le Conseil administratif fait un rapport d'activités annuel au Conseil administratif et à la commission des finances du Conseil municipal.

Art. 7. – Les missions, notamment de proximité et de soutien aux PME, de la BCGe, la façon de les réaliser et de les contrôler seront inscrites dans une charte éthique.

Art. 8. – Il n'y aura pas de licenciements économiques parmi le personnel de la BCGe.

Art. 9. – Le présent arrêté est muni de la clause d'urgence en vertu de l'article 32 de la loi sur l'administration des communes (LAC/B6-1).

Une motion demandant au Conseil administratif d'envisager de déposer une plainte civile et/ou pénale est mise aux voix.

Vote: 4 oui (1 AdG/SI, 2 S, 1 DC), 1 non (1 DC) et 9 abstentions (1 AdG/SI, 2 AdG/TP, 2 Ve, 3 L, 1 R).

La motion N° 109 est acceptée.

PROJET DE MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'examiner la possibilité de déposer une plainte civile et/ou pénale afin de déterminer les responsabilités exactes dans la crise de la BCGe, et d'en informer le Conseil municipal d'ici septembre 2000 au plus tard.

Annexes: – lettre du Conseil administratif du 29 mai 2000
– lettre de la direction des Services financiers du Département de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement et de l'énergie du 24 mai 2000.

M^{me} Michèle Ducret, présidente de la commission des finances (R). En tant que présidente de la commission des finances, je voudrais vous expliquer la façon dont nous avons travaillé.

Comme vous le savez sans doute, le temps pressait et la commission des finances a dû traiter ce sujet en urgence. Nous avons travaillé vite, mais en profondeur, puisque nous avons reçu le comité de banque, la fiduciaire ATAG, M^{me} Calmy-Rey, conseillère d'Etat ainsi que les représentants du Conseil municipal au conseil d'administration de la BCGe. Nous avons également entendu les avis du Conseil administratif. Les commissaires ont pu poser toutes les questions qu'ils souhaitaient et faire des critiques, parfois assez vives, à l'encontre de la BCGe.

Pendant, dans sa grande majorité, la commission a accepté la proposition de souscrire à 70 millions de francs d'actions. Nous avons tenu compte des critiques, mais également d'un autre aspect, qui nous a semblé primordial, celui de l'intérêt d'une grande partie de la population genevoise, puisque 45% environ de la population genevoise a un lien direct ou indirect avec la BCGe (PME (petites et moyennes entreprises), petits épargnants, propriétaires, etc.). Comme vous le savez, la BCGe a un poids énorme sur l'économie locale. Nous avons donc vraiment pesé le pour et le contre.

Je terminerai mon intervention en demandant à ce Conseil de prendre de l'altitude, de peser le pour et le contre comme nous l'avons fait, d'estimer l'intérêt général et de privilégier l'intérêt public par rapport aux rancœurs particulières. Je vous remercie.

M. Daniel Sormanni, rapporteur (S). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, j'ai préféré mettre par écrit mon rapport oral. J'espère que vous avez pris la peine de le lire. Etant donné la rapidité avec laquelle nous devons rendre rapport devant ce Conseil, je me suis demandé s'il était vraiment bien utile de détailler le rapport ou s'il était préférable de tout dire dans l'intervention. Finalement, je suis parti du principe que «les paroles s'envolent mais les écrits restent» – même si les paroles du Conseil municipal sont inscrites dans le *Mémorial* – et qu'il était tout de même utile d'avoir un rapport écrit complet.

Il n'est pas inutile d'évoquer le débat – qui, comme vous le savez, dure depuis plusieurs mois – sur l'augmentation de capital de 300 millions de francs souhaitée de la BCGe ou estimée pour la Ville de Genève à environ 70 millions de francs – nous verrons tout à l'heure qu'il s'agit d'un peu moins, compte tenu du prix d'émission des actions qui ont été mises sur le marché hier.

Ce sont trois conseillers municipaux, MM. Bernard Lescaze, Robert Pattaroni et Jean-Marc Froidevaux, qui ont déposé, le 19 avril 2000, devant ce Conseil le

projet d'arrêté urgent N°6 dont nous discutons maintenant et qui vise à demander au Conseil administratif de souscrire à l'augmentation de capital de la BCGe. Il n'est pas inutile de rappeler que la BCGe est la seule banque cantonale dans ce pays où les communes sont actionnaires. Il y a à cela des raisons historiques, puisqu'il y avait deux banques dans le canton: la Caisse d'épargne de Genève, avec l'Etat comme actionnaire majoritaire, et la Banque hypothécaire dont les communes de ce canton étaient actionnaires majoritaires. Au moment de la fusion en 1994 – effective en 1994, mais qui a pris environ deux ans de préparation – il a été évidemment discuté de la répartition du capital, du coût de la participation de l'Etat, de sa garantie, puisque l'Etat avait une garantie de 4,6 milliards de francs sur la Caisse d'épargne, et de l'évaluation des risques de ces deux établissements bancaires par trois fiduciaires. Au moment de la fusion, fin 1993, les risques avaient été évalués à 798 millions de francs et les provisions à 947 millions.

Il faut aussi rappeler que, durant ces années 90, toutes les grandes banques se sont retirées du marché local et du marché des crédits aux PME (petites et moyennes entreprises) et que seule la Banque cantonale était là pour les aider à poursuivre leurs activités, donc à obtenir des crédits commerciaux leur permettant ainsi de maintenir ou de créer l'emploi dans ce canton. Il faut dire que ce sont les dossiers hérités de ces anciennes banques qui créent la situation actuelle et que la BCGe, comme les autres banques privées et cantonales, a subi en plein la crise économique des années 90.

Une voix. Ce n'est pas une excuse!

M. Daniel Sormani. Ce n'est pas une excuse, mais c'est un constat. La Banque cantonale a voulu s'en sortir par elle-même et faisait, chaque année, des provisions supplémentaires prélevées sur ses bénéfices de façon à couvrir ses risques. Cependant, au fil des années, il s'est avéré que les risques augmentaient et que les bénéfices n'étaient pas suffisants pour parvenir à les couvrir.

Parallèlement, afin de poursuivre son développement, la direction de la Banque cantonale a proposé d'augmenter le capital de 300 millions. Il faut aussi savoir que, durant toute cette période, la banque a récupéré toute une série de crédits commerciaux de diverses entreprises, puisque près de la moitié – sauf erreur, 47% – du tissu économique genevois est client de la Banque cantonale. A partir de ce moment-là, la situation s'est aggravée, puisque la banque a dû présenter un *business plan* à la Commission fédérale des banques. Cela a évidemment suscité énormément de remarques de la part de celle-ci qui a demandé à la BCGe d'assainir la totalité de ses dettes en une seule fois. C'était évidemment impossible, au regard de ses provisions et de sa capacité financière. La Commission fédérale des

banques a donc proposé, comme elle l'a fait pour la Banque cantonale bernoise et pour la Banque cantonale de Soleure, sauf erreur, de créer une entité de valorisation en sortant les risques immobiliers notamment que la banque ne parvenait plus à couvrir par ses actifs. Il est vrai que toutes les banques ont souffert durant ces années difficiles de crise économique, particulièrement après ces «folies inflationnistes» sur les marchés immobiliers, mais les grandes banques de ce pays avaient les reins solides et ont pu assumer les pertes qu'elles ont subies. Elles ont d'ailleurs liquidé toute une série de dossiers en acceptant de supprimer des dettes pour, souvent, même pas le tiers de la valeur des créances. Elles ont, très souvent, accepté de céder ces créances à risque à la Banque cantonale, ce qui est assez amusant. La Banque cantonale a même racheté un certain nombre de ces dossiers – pas cher, c'est vrai, mais il s'agissait tout de même de dossiers à risque.

On parle beaucoup de la Banque cantonale vaudoise; on la cite en exemple, cette merveilleuse banque dont la santé financière est bonne, alors qu'il y a deux ans elle augmentait son capital de 500 millions de francs pour les mêmes raisons!

Selon l'évaluation qui a été demandée par le Conseil d'Etat, la totalité des dossiers à risque – ce qui ne veut pas dire des pertes – représenterait 6,6 milliards, dont 5 milliards qui seront transférés à la Fondation de valorisation, les autres étant des crédits commerciaux, en blanc pour l'essentiel, donc pour les PME de ce canton, et qui resteront sous l'égide de la BCGe. Fin juin, la BCGe aura 1,4 milliard de réserve, ce qui lui permettra d'absorber les dossiers à risque des PME et des crédits commerciaux. Sur demande de la Commission fédérale des banques, le Conseil d'Etat a pris les choses en mains, et, après discussion avec les organes dirigeants de la banque, il a présenté différents projets de loi afin de, premièrement, augmenter le capital de la BCGe de 300 millions, ce qui était l'objectif et, deuxièmement, de créer une entité de valorisation qui gèrera tous les dossiers immobiliers à risque, soit 5 milliards. Sur les comptes 1999 de la banque, qui se sont soldés par un excédent de recettes de 27 millions, la Commission fédérale des banques a exigé un amortissement supplémentaire de 500 millions, d'où environ 500 millions de francs de perte. Avec la création de cette fondation, la banque est ainsi assainie par rapport à ces crédits à risque. De plus, la création de ladite fondation a l'avantage de pouvoir diminuer les besoins de la BCGe en fonds propres.

Il ne faut pas oublier que la BCGe est, premièrement, un moyen d'intervention économique en mains des communes – principalement de la Ville de Genève, qui détient 20% du capital. C'est une volonté que nous devrions maintenir. Deuxièmement, elle délivre chaque année des crédits aux PME du canton de l'ordre de 800 millions de francs à 1,2 milliard et entretient des relations bancaires avec 50% de la population et 47% des entreprises de ce canton. Elle contribue à l'essor économique et au domaine de l'emploi.

Les immeubles et autres biens, qui seront transférés à la fondation, ne seront pas vendus – en tout cas pas dans un premier temps. La fondation, qui a reçu 5 milliards de garantie de la part de l'Etat, a du temps devant elle pour les gérer, les valoriser et, le cas échéant, les vendre en partie à des collectivités publiques.

Durant ces années, la BCGe n'a pas joué le jeu des grandes banques, c'est-à-dire qu'elle n'a pas accordé de remises de dettes à ses débiteurs – ce qui a été fait largement par les grandes banques; elle n'a pas non plus bradé les biens (*brouhaha et protestations*) et, maintenant, elle se retrouve évidemment avec des actes de défaut de biens. Par conséquent, les risques se sont alors évalués différemment. Si on a du temps pour évaluer des risques ou si on cesse toute exploitation, ce n'est pas la même chose. Il est certain que si, aujourd'hui, la BCGe cesse ses activités, 6,6 milliards de francs seront perdus. Par contre, si on parvient à maintenir cette banque sur la place – et c'est ce que nous propose le Conseil d'Etat par le vote des députés – la fondation aura le temps de valoriser les biens immobiliers. Ce n'est pas tout à fait la même chose et je pense qu'il n'y aura de très loin pas 5 milliards de perte, ce qui est bien heureux!

Le cours des actions a diminué – je crois que l'émission a été réalisée, hier, à un taux de 236 francs l'action, sauf erreur – ce qui fait que, pour pouvoir obtenir les capitaux nécessaires, le conseil d'administration a décidé d'augmenter le nombre d'actions sur le marché.

Il est vrai que le Conseil administratif n'a pas pris l'initiative déposée dans le projet d'arrêté, dans la mesure où les renseignements demandés ne lui étaient pas parvenus, et il nous l'a expliqué aussi bien en séance plénière qu'en séances de commission des finances. Il ne voyait donc pas comment justifier auprès de notre Conseil municipal une demande de crédit de 70 millions de francs sans avoir véritablement les éléments en mains pour pouvoir en garantir la viabilité.

Finalement, après discussion avec le Conseil d'Etat et les représentants de la Ville de Genève au sein de la banque, le Conseil administratif a accepté de souscrire, mais à trois conditions: premièrement, que la Fondation de valorisation soit une fondation de droit public; deuxièmement, que la Ville soit représentée dans cette fondation et, troisièmement, qu'un droit de préemption pour la Ville lui soit accordé. Les députés ont voté à la majorité non seulement la recapitalisation de la banque, mais également ses conditions, ce qui fait que les conditions sont tout à fait réunies.

En 1999, les chiffres ont montré qu'il fallait une augmentation de capital; la Commission fédérale des banques l'a confirmé et a aussi exigé cet assainissement. C'est pour cela que nous devons, je pense, le faire. Finalement, nous n'avons pas tellement le choix. En réalité, y a-t-il une alternative à la recapitalisation de la banque ou à la création de cette fondation de valorisation? Il y en aurait

peut-être: par exemple, trouver un acquéreur qui reprenne les 6,6 milliards de crédits sensibles, mais avec quelle garantie? Probablement avec celle de l'Etat – à quel coût? Ou alors la fermeture de l'établissement bancaire? L'Etat perdrait ainsi son engagement de 4,4 milliards, les actions chuteraient à zéro et, bien évidemment, les 900 employés de la banque se retrouveraient au chômage. Du jour au lendemain, les entreprises de ce canton verraient disparaître le détenteur de leurs crédits, ce qui leur permettait de fonctionner et de fournir l'emploi à une bonne partie de la population. Une banque ne se remplace pas comme on achète des petits pains! Il y a un réel danger pour l'emploi. Nous n'avons donc pas le choix, mais nous devons tirer des leçons pour l'avenir. Il faut certes tourner la page, mais également mettre des instruments en place pour que cela ne se reproduise plus, tout en sachant qu'«à l'impossible nul n'est tenu»!

Incontestablement, je crois que la BCGe a voulu aller jouer dans la cour des grands sans en avoir les moyens. Toutes les banques ont connu des difficultés – je l'ai déjà dit – mais elles avaient, pour la plupart, les reins suffisamment solides pour absorber les pertes sur tous les dossiers immobiliers durant les années 90. Elles avaient les réserves nécessaires, ce que n'avait pas la BCGe.

Il faut rappeler que l'évaluation des risques et, de ce fait, des réserves nécessaires pour un établissement bancaire, n'est pas d'une rationalité totale – c'est le moins qu'on puisse dire. Cela dépend d'un certain nombre de facteurs: de la conjoncture, du temps à disposition, du travail effectué par les fiduciaires – je pense qu'elles ont également une part de responsabilité. Tout dépend aussi de la politique fédérale de la Commission des banques. Il faut admettre que celle-ci a décidé, d'un seul coup, de changer de comportement et d'attitude envers la Banque cantonale. Pendant un certain nombre d'années, elle a accepté ce qui lui était présenté, puis, d'un jour à l'autre, suite à la demande de la BCGe, elle a décidé d'une augmentation de capital, d'un nouveau *business plan* et elle a dit: «Maintenant, halte-là! Nous ne sommes plus d'accord d'aller plus loin; nous voulons l'assainissement des dettes de la banque en une seule fois!» Cependant, j'admets que des erreurs ont été incontestablement commises et par la banque et par les fiduciaires qui ont mal évalué les risques et pris des risques inconsidérés.

Il faudra donc, tout en restant raisonnable, effectuer cette augmentation de capital – l'Etat et une bonne partie des communes ont déjà décidé de le faire – mettre en place la Fondation de valorisation, réactualiser le *business plan* en fonction des fonds recueillis – on en connaîtra le montant les 27 et 28 juin – définir les nouvelles capacités financières de la Banque cantonale et les missions de cette banque, renforcer son éthique et veiller à mettre en place des instruments permettant de la contrôler, tout en ne l'empêchant pas d'exercer son activité. Il est évident qu'aucune entreprise, et encore moins une banque, ne peut être dirigée par

des députés ou par des conseillers municipaux, mais on doit pouvoir trouver les moyens de mettre en place des instruments de contrôle qui ne la paralysent pas, mais qui lui permettent d'aller de l'avant. Je crois que, cet automne, il conviendra de remanier le conseil d'administration, mais laissons d'abord agir les instruments, qui ont été maintenant mis en place. On attend de la nouvelle équipe dirigeante au conseil d'administration, en particulier de son nouveau président, une éthique irréprochable, notamment l'abandon de toutes ses participations à tous les conseils d'administration qui touchent de près ou de loin la Banque cantonale. Je pense que le nouveau président est un homme intègre et honnête, mais il est évident qu'il ne doit pas pouvoir mélanger les casquettes et faire partie des conseils d'administration ou des entreprises qui ont des liens plus ou moins étroits avec la BCGe. Il doit savoir faire la différence. La confiance est à ce prix, et je crois que, si le public, les entreprises, les investisseurs retrouvent la confiance dans la Banque du canton de Genève, cela a un prix.

Des responsabilités devront bien sûr être établies, mais cela viendra en son temps. Il convient d'abord de réaliser cette augmentation de capital, de modifier les structures de la banque, de renforcer les contrôles, de trouver une nouvelle direction générale et des cadres capables de relever ce défi – ce n'est pas forcément évident – et qui veulent bien le relever. On attend aussi de cette équipe plus d'informations, plus de transparence, parce qu'il ne sert à rien de nommer des conseils d'administration dans lesquels il y a des représentants politiques, s'ils ne parviennent pas à obtenir l'information, ou alors cinq minutes avant la séance – je caricature, mais nous n'en étions pas loin – et s'ils ne peuvent exercer leur mission de haute surveillance. C'est cela qui doit changer. Le monde politique, le Grand Conseil, les communes, la Ville de Genève, le conseil d'administration et les dirigeants de la banque ont bien compris que, maintenant, il doit y avoir une plus grande transparence tout en maintenant les exigences de la loi, à savoir le secret bancaire – ce n'est pas cela qui est en cause. Les administrateurs doivent avoir en mains les moyens de pouvoir exercer leur haute surveillance.

Une question se pose également en ce qui concerne l'emploi. Beaucoup de choses ont été dites dans les couloirs, mais rien d'officiel par la banque – une fois de plus. Cela aussi doit changer. S'il y a des points à discuter à propos du maintien ou de la diminution de l'emploi à la Banque cantonale, cela devra se faire ouvertement et en concertation avec le personnel, les organisations syndicales, s'il y en a, et, en tout état de cause – la commission des finances l'a indiqué en en faisant un article de l'arrêté qui vous est soumis – il est exclu de procéder à des licenciements économiques et de faire porter au personnel le chapeau des conséquences commises par les dirigeants de cette banque. Pas de licenciement économique, pas de licenciement sec, mais probablement quand même une discussion à un moment donné sur l'emploi, la qualité de l'emploi et le nombre d'emplois. Cela ne se fera pas d'une façon cachée.

La commission des finances vous recommande donc de voter le projet d'arrêté amendé et la motion qui l'accompagne.

Un mot sur le projet d'arrêté, qui a été amendé afin de fixer un certain nombre de règles et d'encadrements. D'abord, nous avons pensé qu'il était judicieux de laisser le Conseil administratif choisir ce qui était le plus opportun du point de vue économique et politique pour souscrire des actions nominatives ou des actions au porteur – je crois que le Conseil administratif a opté pour des actions nominatives et, à titre personnel, je ne peux que l'approuver – mais l'arrêté prévoit sa liberté dans ce domaine, ce qui lui permet une certaine souplesse, en fonction de ce qui se passe sur le marché, dans ses décisions prises en collaboration avec l'Etat. Nous avons mis un certain nombre de cautions; désormais, une délégation du Conseil administratif surveillera d'un peu plus près ce qui se passe à la BCGe. D'autre part, on obtiendra des rapports des délégués du Conseil municipal aussi bien au Conseil administratif qu'à la commission des finances. Un rapport annuel n'a jamais fait de mal à personne. Je pense que cette piste est à suivre. Nous ne pouvons pas nous permettre, une deuxième fois, un échec économique, financier et politique aussi important, dans une ville internationale, capitale de la finance du monde! C'est un comble! Nous sommes la risée du monde! Il faudra être attentif à cela.

La motion proposée par la commission vise un autre but. Je crois que, à terme, un certain nombre de responsabilités devront peut-être être dégagées; peut-être qu'il ne sera pas possible de trouver des responsabilités, parce qu'elles seront tellement diluées. La commission des finances a souhaité tout de même demander au Conseil administratif d'examiner, en fonction des éléments qui seront en sa possession et de ceux que voudra bien lui donner l'Etat ou ses administrateurs à la BCGe, dans quelle mesure il ne sera pas opportun, le moment voulu, de déposer une plainte civile ou pénale en fonction des actes de la BCGe.

Premier débat

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Pour commencer, j'ai envie de dire «ouf». L'explication du conseiller Sormanni étant assez complète, je ne reviendrai pas sur certains détails qui vous ont été distillés pendant une bonne vingtaine de minutes!

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, nous sommes arrivés, ensemble, à la fin d'un processus long et douloureux pour faire en sorte que la Banque cantonale de Genève ne cesse pas ses fonctions à fin juin, comme cela aurait été le cas si d'aventure les pouvoirs publics n'avaient pas fait leur travail, à savoir entrer en matière pour une augmentation de capital.

J'aimerais vous dire, au nom du Conseil administratif, que nous sommes évidemment d'accord avec la proposition du Conseil municipal d'entrer en matière pour une augmentation du capital de la BCGe. A ce titre, j'aimerais vous informer très clairement du montant auquel nous souscrivons, car, compte tenu du prix d'émission qui a été fixé par la BCGe, il y aura en effet une diminution de l'investissement, que ce soit dans le patrimoine financier ou le patrimoine administratif, peu importe. Pour être éminemment précis, l'investissement sera de l'ordre de 65 795 266 francs, ce qui représente le montant total des actions au prix d'émission fixé par la BCGe. Le Conseil administratif dépose au bureau un amendement qui est l'ajout de l'article 2 suivant:

Projet d'amendement

«Art. 2. – Affectation du dividende versé en 1999 à l'augmentation du capital social de la BCGe.»

Nous persistons et nous signons. Nous sommes donc d'accord que le dividende 1999, qui nous sera versé par la BCGe, soit réinvesti en augmentation de notre participation de 66 millions en chiffre rond.

Ce matin, le Conseil administratif a discuté de la clause d'urgence. Il confirme ce qui a été dit et respectivement écrit à la commission des finances, en date du 29 mai, à savoir qu'il faut munir cet arrêté de la clause d'urgence, compte tenu de l'absence du délai référendaire – ou de la diminution, en tout cas, de ce délai référendaire – puisque la libération des actions aura lieu le 28 juin et que les quarante jours normalement prévus pour le référendum, s'il devait avoir lieu, ne seront pas respectés. Après étude juridique, nous pouvons confirmer que l'article 32 de la loi sur l'administration des communes autorise votre Conseil à munir cet arrêté de la clause d'urgence. Je n'aborderai pas les aspects politiques de cette clause d'urgence, car je pense que certains d'entre nous y feront tout à l'heure référence.

En ce qui concerne le choix des actions, vous l'avez compris, Mesdames et Messieurs, le Conseil municipal, dans son projet d'arrêté, laisse le choix au Conseil administratif qui examinera bien évidemment la direction à prendre. Les différences entre les actions nominatives «B» et les actions au porteur se situent à deux niveaux. Le premier niveau: il est clair que des actions nominatives liées ne sont pas très liquides, pas facilement vendables. Vous ne pourriez vendre ces actions qu'à des collectivités publiques. Les actions nominatives liées ont l'avantage de nous permettre de conserver le pourcentage de voix que nous avons actuellement au sein de l'assemblée générale de la BCGe. Si nous les plaçons au patrimoine financier, nous pourrions vendre plus facilement ces actions, si besoin est, puisqu'un cours sera affiché tous les jours et que, de par leur liquidité, nous

pourrons les vendre à qui veut bien les acheter; ce sera donc plus facile. Encore faut-il passer par le Conseil municipal et les instances supérieures qui sont le Grand Conseil et le Conseil d'Etat, lorsqu'il s'agit d'aliéner le patrimoine de la Ville de Genève ou d'une commune. Le Conseil administratif examinera donc attentivement l'option à prendre.

Il est bien clair que cela a une incidence sur les futurs investissements de la Ville de Genève, puisque, comme vous le savez, il y a une règle qui veut qu'on ne dépasse pas la norme des 100 millions de francs pour le patrimoine administratif. Cela fera aussi l'objet d'un examen attentif.

Nous ne sommes pas encore totalement satisfaits de la fin du processus, car, depuis que nous avons été informés d'une augmentation du capital de la BCGe, nous avons demandé le fameux *business plan* et, à ce jour, il ne nous est pas encore parvenu. Je crois qu'il est important que la banque nous le fasse parvenir, une fois pour toutes. Je vous rappelle que, lorsque vous souscrivez un crédit, que cela soit à la BCGe ou à un autre établissement, qu'il soit minime ou important, vous devez fournir un *business plan*, sinon vous n'obtenez pas de crédit. En effet, la banque souhaite avoir une information sur le développement de votre entreprise. Et lorsqu'il s'agit d'un investissement important – 66 millions, je le rappelle – il est tout de même paradoxal que nous n'ayons pas encore ce *business plan*. Compte tenu de l'évacuation d'une partie des créances douteuses dans la Fondation de valorisation, c'était peut-être difficile de le faire; toujours est-il que nous savons, maintenant, que 1362 objets vont passer dans cette fondation de valorisation. Cela devrait quand même permettre aux organes faïtières de la BCGe de nous fournir ce *business plan*. J'espère que la banque accédera à notre vœu avant la libération du capital.

Mesdames et Messieurs, j'espère que vous avez compris qu'il s'agissait d'un sauvetage de la Banque cantonale de Genève. Il a été dit par le préopinant et lors de toutes nos discussions que cette banque remplissait un rôle économique et social important au niveau de la région genevoise. Mes collègues et moi-même souhaitons ardemment ne plus revenir, d'ici quelques mois ou quelques années, devant ce Conseil municipal pour une nouvelle augmentation de capital. Pour être franc, à ce stade-là, nous n'avons pas d'assurance. Il faudra veiller à ce que les organes compétents de la banque travaillent avec plus d'application. Je crois qu'il ne faudra pas se voiler la face et dire qu'à un certain moment l'absence de rentabilité de la BCGe nécessitera des mesures de réorganisation. Elles pourront être diverses, il faudra peut-être céder certains services à d'autres établissements, mais une chose est sûre, c'est qu'il est inacceptable, compte tenu des efforts que nous faisons, que cette Banque cantonale caracole toujours en queue de peloton des banques cantonales suisses, en matière de rentabilité. Il faudra prendre des mesures et j'espère sincèrement que la nouvelle équipe dirigeante et son nouveau

conseil d'administration y parviendront. Ce n'est pas un chèque en blanc que nous allons donner à la Banque cantonale, c'est un investissement important, qui sera surveillé de près, et nous avons pris la décision ce matin de demander que les représentants du Conseil municipal, respectivement ceux qui seront élus au comité directeur de la banque, nous fassent régulièrement des rapports. Nous ne voulons plus être dans l'incertitude, dans le vague, dans le «bleu», comme nous l'avons été durant de nombreuses années. Je crois que le message a passé auprès du conseil d'administration de la BCGe et je suis convaincu que les choses changeront et que nous pourrons vous informer régulièrement de la situation de la Banque cantonale recapitalisée.

Au nom du Conseil administratif, je souhaite longue vie à cette Banque cantonale recapitalisée.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Je ne vais pas revenir sur les points qui ont été évoqués par M. le rapporteur de la commission des finances, car ce qu'il a dit a été également évoqué à maintes reprises, que ce soit au Grand Conseil, à l'assemblée des actionnaires, ici, au Conseil municipal, ou encore dans la presse.

Je voudrais rappeler que l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) – et d'une manière générale, l'Alliance de gauche – a œuvré activement au sauvetage de la banque. Nous sommes également ici, dans ce Conseil municipal, pour que cette banque puisse remplir sa mission au service de l'économie genevoise, des PME notamment. Mais, au moment où nous entreprenons un certain nombre de démarches et au moment où nous nous apprêtons à prendre un certain nombre de décisions pour lui permettre de surmonter la très grave crise qu'elle connaît maintenant, il convient de situer cette crise dans son contexte et d'œuvrer dans le but de ne pas se retrouver dans le futur, comme vient de le dire M. le conseiller administratif Pierre Muller, dans la même situation qu'aujourd'hui.

Nous avons entendu énormément de critiques à l'égard de l'ancienne gestion de la BCGe; nous avons également lu un certain nombre d'interventions, notamment celle de M. Dominique Ducret lors de l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 2000, dans laquelle il dit certaines choses que je tiens à citer, parce qu'elles ont toutes leur importance – en ce qui me concerne, puisque je m'apprête à déposer un amendement, soit une proposition de motion en remplacement de celle qui figure dans le rapport de la commission des finances présenté par M. Sormanni. M. Dominique Ducret disait – je cite: «Je vais donc m'efforcer de replacer tout cela dans son contexte, de répondre à quelques-unes des questions légitimes que se posent les clients, actionnaires et bailleurs de fonds de la banque, de réagir aux anathèmes de ceux qui, dans le monde politique ou dans la presse, éprouvent une jouissance féroce à jouer les Fouquier-Tinville, d'expliquer, en

d'autres termes, pourquoi la BCGe en est arrivée à la situation qui est la sienne aujourd'hui.» Il dit, un peu plus loin: «Si je fais cette proposition, c'est non seulement parce que suis serein, mais surtout parce qu'il en va de l'honneur et de la réputation d'hommes et de femmes qui ne méritent pas l'acharnement dont ils sont l'objet aujourd'hui. Lors du débat du Grand Conseil de vendredi soir dernier, certains députés ont longuement évoqué, à propos de la BCGe, un prétendu non-respect des principes d'éthique, de transparence et de démocratie.» Il dit ensuite: «S'agissant des principes éthiques qui nous gouvernent, j'ai relu la charte adoptée lors de la fusion pour constater qu'aucun observateur honnête ne peut nous imputer leur violation, qu'il s'agisse d'une politique de gestion saine – plaçons le profit à son juste niveau – de l'interdiction d'opérations hautement spéculatives ou du respect des dispositions légales ou conventionnelles.» Je vous cite encore deux paragraphes – vous comprendrez tout à l'heure, j'espère, pourquoi je les lis. «... En déduire que l'on se livre à la politique des petits copains et le rapporter dans les colonnes de la presse relève de la pure diffamation et d'une volonté certaine de nuire. Il en est de même de prétendus conflits d'intérêts qui n'existent que dans l'imagination malveillante de nos détracteurs. Si personne n'est dupe des mobiles de cet acharnement, il faut malheureusement reconnaître que l'adage «diffamez, diffamez, il en restera toujours quelque chose» fait principalement tort à notre établissement, même si leurs auteurs (politiciens, journalistes et autres pseudo-clients) se targuent, la main sur le cœur, de leurs bons sentiments.» Et il dit aussi: «C'est pourquoi j'en appelle à tous ceux qui sont véritablement convaincus de la nécessité de cette banque pour mettre un terme à leurs attaques. S'il y a des responsabilités, elles se traiteront devant les autorités judiciaires, mais il faut impérativement que le calme revienne rapidement autour de la banque si l'on veut que la confiance soit restaurée.» En lisant et en relisant à maintes reprises ces déclarations de M. Dominique Ducret, une première réflexion m'est venue à l'esprit. Il parle de diffamation. Je crois en effet que M. Ducret et les responsables de la banque qui ont été mis en cause auraient dû porter plainte pour diffamation. Je suis étonné que cela n'ait pas été fait.

Par ailleurs, M. Ducret dit que «s'il y a des responsabilités, elles seront traitées devant les autorités judiciaires». Je crois qu'il est en effet essentiel de le faire, étant donné l'état d'esprit actuel de l'opinion publique, puisqu'il a été dit à différentes reprises que 280 000 personnes ont des comptes à la BCGe, que près de la moitié des PME ont des comptes ou des relations bancaires avec la Banque cantonale, que près de 400 000 comptes sont ouverts à cette banque; c'est dire son importance pour le canton de Genève. A partir du moment où s'instaure le doute, la suspicion et vu, surtout, la gravité de la crise, puisque la banque était et est toujours au bord de la faillite, il est absolument nécessaire que la confiance revienne quand les collectivités publiques décident d'offrir ou d'investir les moyens nécessaires au maintien et au développement de cette banque au service de l'économie et de la collectivité genevoises. Mais cela ne peut pas se faire sans que les respon-

sabilités soient déterminées et, comme le souhaitait M. Ducret, éclaircies devant l'autorité judiciaire. En effet, je crois que seul le pouvoir judiciaire est en mesure d'établir la vérité dans une affaire qui, comme on vient de l'entendre, est traitée de manière plus ou moins bienveillante ou malveillante. A partir du moment où certains responsables de cette banque estiment que leur honneur a été bafoué, il faut leur donner les moyens de rétablir la vérité, de retrouver honneur et dignité, en leur permettant de réunir les éléments nécessaires pour déposer plainte pour diffamation, puisque M. Ducret affirme, à différentes reprises, qu'il y a diffamation dans certains propos. Il est également indispensable que l'opinion publique, les clients et les actionnaires de cette banque puissent retrouver confiance. Pour cela, il faut que les responsabilités soient clairement déterminées.

Malheureusement, nous n'avons pas reçu le texte de la déclaration que M. Pierre Muller a faite lors de l'assemblée générale des actionnaires et dans laquelle le Conseil administratif affirmait sa volonté de connaître les responsabilités en cause dans la situation désastreuse de la banque. Tout le monde souhaite que les responsabilités soient établies, aussi bien au niveau du Conseil administratif qu'au niveau des députés, des clients et, je l'espère, du Conseil municipal, mais il ne suffit pas de le vouloir; il faut absolument que cela soit fait. Quel est donc le moyen qui permette de le faire? Je pense que cela devrait pouvoir se faire par le biais soit d'une plainte civile, soit d'une plainte pénale – ou des deux, je ne sais pas. Quoi qu'il en soit, il faut absolument que quelque chose se fasse pour permettre à l'opinion publique et à nos concitoyens de retrouver confiance, non seulement – et je le dis très clairement et très fermement – dans la banque cantonale, mais également dans leur représentation politique. C'est absolument nécessaire. Il n'est pas possible d'admettre qu'il soit dit que le monde politique ferme les yeux sur quelque chose de scandaleux, sur une gestion désastreuse comportant des erreurs, voire beaucoup plus, et que le monde politique essaie d'étouffer l'affaire. Effectivement, si l'on ne fait pas le nécessaire pour que les responsabilités soient établies, nos concitoyens auront encore moins confiance dans le monde politique et ce sera grave pour la démocratie.

C'est la raison pour laquelle je sou mets au Conseil municipal une proposition de motion qui viendrait remplacer la motion N° 109 qui figure à la page 18 du rapport. Je me permettrai de reprendre la parole tout à l'heure en tant que motionnaire. Merci de votre attention.

PROJET DE MOTION AMENDÉE

Dans le but de répondre aux attentes de l'opinion publique et des citoyen(ne)s de la Ville de Genève d'une part, et de contribuer à restaurer la confiance dans la BCGe d'autre part,

SÉANCE DU 6 JUIN 2000 (soir)
Projet d'arrêté: Banque cantonale de Genève

le Conseil municipal de la Ville de Genève demande au nom de la Ville, deuxième actionnaire par importance de la BCGe:

- de renforcer le contrôle sur la banque et les attributions de son conseil d'administration, tout en fixant des règles d'éthique, notamment en ce qui concerne les incompatibilités applicables aux organes de la banque;
- une mise à jour rapide de la charte éthique de la BCGe qui doit être soumise à l'approbation du Grand Conseil;
- la définition dans la loi des objectifs de la banque;
- la mise en œuvre par le Conseil administratif de toutes démarches, sans exclure le dépôt d'une plainte civile et/ou pénale, permettant de déterminer les responsabilités, dans le cadre des actes d'administration de la banque, l'ayant mise dans la situation où elle se trouve actuellement au regard du non-respect des exigences légales qui lui sont applicables en vertu de la loi fédérale sur les banques;
- la présentation par le Conseil administratif, dans les plus brefs délais, d'un rapport portant sur la concrétisation de la présente motion.

M^{me} Liliane Johner (AdG/TP). Monsieur le président, à ce stade de la discussion et compte tenu de la nouvelle version de la motion N° 109 qui vient de nous être distribuée, je souhaiterais une suspension de séance pour permettre à l'Alternative de se réunir et d'étudier cette motion. Si vous nous accordez cette suspension de séance, j'invite les chefs de groupe de l'Alternative ainsi que les membres de la commission des finances à se réunir à la salle Nicolas-Bogueret. Je vous remercie.

Le président. Merci, Madame Johner. Effectivement, il me semble que le sujet est d'importance. Nous découvrons ce texte à l'instant. Monsieur Mouhanna, souhaitez-vous prendre la parole?

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). J'ai juste quelques copies au cas où cela ferait gagner du temps.

Le président. Très bien. Nous suspendons la séance et reprenons dans un quart d'heure.

(La séance est suspendue de 21 h 25 à 21 h 40.)

M. Robert Pattaroni (DC). Monsieur le président, je vous remercie de me permettre de m'exprimer non pas dans le désert, mais devant un parterre choisi qui, je l'espère, sera progressivement enrichi de tous nos autres collègues!

Je tiens tout d'abord à dire que notre parti soutiendra le projet d'arrêté – ce n'est pas vraiment original, mais encore faut-il le dire. Il nous paraît important d'exprimer quelques principes généraux par rapport à des institutions telles qu'une banque cantonale. Nous considérons, comme d'autres ici bien sûr, que, dans le contexte économique et financier actuel, passablement chahuté au cours des dix dernières années, s'il y avait pu y avoir des doutes quant à l'opportunité d'avoir une banque à caractère public, en l'occurrence une banque cantonale, aujourd'hui, ceux qui ont pu avoir ces doutes doivent reconnaître qu'il est absolument indispensable d'avoir une banque telle que la BCGe. A ce propos, Monsieur le président, je vous félicite de votre discours d'inauguration dans lequel vous avez fait part d'une certaine conception de la chose publique, de la société civile d'aujourd'hui, des institutions étatiques. Soyez assuré, Monsieur le président, que beaucoup parmi nous – probablement l'ensemble de notre parti, ici représenté – partagent votre conception des institutions publiques, et c'est précisément dans une telle conception que nous considérons le traitement de ce dossier.

Le monde financier privé a un peu «perdu la boule» au cours de la dernière décennie! La chute d'un certain mur – non pas de Plainpalais... mais un peu plus loin – a eu pour conséquence de déstabiliser le monde et notamment de brouiller certaines de ses références éthiques. Tout se passe comme si les leaders du monde financier avaient pu bénéficier par anticipation de la libéralisation du cannabis et avaient soudain la tête qui tourne! Nous tenons à le dire. Je pense que c'est précisément en réaction à ces dérives qu'il faut reconstituer des lieux où on a quand même le sens du bien commun. Malheureusement, cette tendance, cette propension à viser avant tout le profit maximum au détriment d'autres considérations a touché également des banques telles que la BCGe.

Aussi, nous espérons bien, avec tous les autres, que la décision que nous allons prendre ce soir va contribuer à faire repartir cet organisme dans le sens souhaité par tous, c'est-à-dire, en premier lieu, en servant l'économie genevoise et ses entreprises dont on ne dira jamais assez qu'elles se sont trouvées pour beaucoup, surtout les PME, dans des situations extrêmement difficiles. Nous savons tous ici que ce n'est pas un hasard si, finalement, les pouvoirs politiques tels que le Grand Conseil, puis le Conseil municipal de la Ville, voire d'autres communes ont voté, il y a quelques années, pour la création d'institutions inconcevables dix ans auparavant telles que Start-PME, l'Apmi ou encore la Fondetec. C'est parce que les banques, en général, avaient perdu le sens du service à la collectivité, aux entreprises qui produisent la richesse, qu'il a fallu créer ces béquilles. Maintenant, nous avons ces béquilles; elles fonctionnent très bien, mais ce n'est pas pour

autant qu'il faut que les banques soient privées de moyens, en particulier celles dont nous voulons que le comportement soit exemplaire. Certains d'entre nous connaissent des gens à Genève qui verraient avec un certain plaisir la destruction, la disparition de cette banque. Elle n'est quand même pas comme les autres. Elle a eu les défauts d'autres, mais elle a eu d'autres qualités qui peuvent déranger, dans notre monde de concurrence, et nous ne nous laisserons pas prendre au piège!

Concernant la proposition de dépôt d'une plainte, il faut, selon nous, aller au bout de la question. Quoi que l'on en pense, c'est quand même, formellement, juridiquement, le conseil d'administration qui doit assumer une responsabilité. En commission, nous avons auditionné nos représentants, que nous avons nous-mêmes élus, et qui nous ont dit – comme on le sait d'ailleurs pour d'autres lieux, d'autres conseils d'administration – qu'il n'était pas de bon ton, que cela ne faisait pas partie des bonnes manières de poser trop de questions ou des questions impertinentes. Et cette remarque, nous l'avons entendue de représentants de notre Conseil au conseil d'administration, tous partis confondus. C'est intéressant et ceci explique probablement cela, Monsieur le président!

Nous savons que cette banque cantonale a fait l'objet, à plusieurs reprises, d'interventions à caractère politique. On nous a raconté, par le détail – et je ne peux évidemment pas reprendre ces récits ici – combien de décisions étaient prises, largement soutenues au sein du conseil d'administration, toutes informations nécessaires à l'appui, dans l'optique de soutenir l'économie. A un moment donné, on s'est dit qu'il fallait privilégier le soutien à l'emploi et, quelques mois ou années après, il s'est avéré que l'option prise n'allait plus dans le sens voulu et on a dû prendre une autre décision. Ceux qui proposent une plainte ont probablement la conviction que c'est par la voie juridique, pénale que l'on peut déterminer les responsabilités.

A notre avis, si on voulait aller jusqu'au bout de cette réflexion, il conviendrait, le cas échéant – ce n'est pas ce que nous allons proposer, parce qu'il y a des raisons pour ne pas le faire – de demander une évaluation de tous les liens genevois par des experts indépendants, et il est probable que, dans cette banque, comme dans beaucoup d'autres, l'ensemble du conseil d'administration d'aujourd'hui devrait poser les plaques, y compris nos honorables représentants qui, certes, ont été sûrement honnêtes, qui, certes, ont fait leur devoir, mais qui n'ont pas eu le courage ou la possibilité d'intervenir et de dire: «Halte-là. Ce n'est pas possible!» Ceux qui proposent actuellement le dépôt d'une plainte vont-ils demander, dans leur proposition, que tous nos représentants se retirent, pour faire table rase et repartir de zéro? Est-ce qu'ils vont le faire? Nous aurons peut-être la réponse dans quelques instants. Ce serait particulièrement intéressant d'aller jusque-là.

Quant à nous, au nom d'un certain réalisme et à cause des menaces extérieures dirigées contre cette banque, nous considérons que le moment est venu de marquer notre intention de soutenir ce redémarrage et de faire en sorte que, s'il y a lieu, les responsabilités soient bien établies. Toutefois, si, nous, collectivité publique, votons l'octroi de quelque 70 millions et considérons que nos représentants doivent rester, tout en demandant une enquête sur les personnes en qui nous renouvelons notre confiance, il y a contradiction, et vous y êtes sûrement sensible de par votre philosophie personnelle, Monsieur le président. Il faut savoir ce que nous voulons, savoir jusqu'où nous voulons aller et nous demander s'il est judicieux que nous, collectivité publique, renforçons les courants de déstabilisation qui vont profiter, tout compte fait, à qui? Cela va profiter à certains pouvoirs financiers qui, probablement, ne demanderaient pas mieux que cette banque, telle qu'elle est, disparaisse, parce que cela fait partie d'une certaine stratégie. Ce n'est pas notre conviction, bien au contraire. Je me réfère à nouveau à vos propos de tout à l'heure en vous redisant que nous les approuvons et que nous considérons que, dans une telle institution, à un moment donné, il faut savoir faire la part des choses. Que ceux qui veulent jouer les justiciers le fassent!

Le président. Monsieur Pattaroni, vous avez dépassé les dix minutes.

M. Robert Pattaroni. Puisque j'ai dépassé le temps qui m'est imparti, je terminerai donc, Monsieur le président, en exprimant notre grand regret à propos de ce que nous avons entendu des fiduciaires. Nous pensions que les grands noms de fiduciaires correspondaient à la capacité d'établir des responsabilités. Eh bien, nous avons été déçus de ce que nous avons entendu de ces fiduciaires. Cette remarque ne figure probablement pas dans les textes qui nous sont proposés, mais il y a là quelque chose à faire.

M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP). Merci, Monsieur le président. Mon propos n'est pas de dénoncer les propos de la droite. Mesdames et Messieurs, vous dénigrez des propos sociaux. Je connais, dans mon quartier de Champel – pourtant de droite, paraît-il – des problèmes qui me dérangent. (*Rires.*) Il ne faut pas rire! Il faut monter chez moi, à Champel, avenue Dumas. Je vous chauffe le café, si vous voulez monter, ce n'est pas dérangeant! Le problème c'est que, pour vous rendre compte, il faut voir un peu la situation. Ce problème est un peu, pour vous, selon votre accusation, divergent de ce dont nous parlons maintenant, mais il est existant. Messieurs de droite, j'entends, parfois, quand je suis à la buvette: «La gauche est à la buvette!», mais je crois que vous y êtes aussi, alors j'aimerais qu'on en parle, j'aimerais qu'on discute un peu sur des problèmes qu'on pourrait

traiter entre nous avant de passer devant le Conseil municipal et devant le Conseil administratif. Il y a une petite question au bureau du Conseil municipal. Monsieur le président, je vous remercie.

M. André Kaplun (L). J'ai écouté attentivement l'exposé du rapporteur, et je vous avoue, Monsieur le président, ne pas l'avoir très bien compris. Il nous dit, en substance, qu'il convient de tirer les leçons d'un passé qu'il qualifie lui-même de désastreux et il nous dit aussi que, compte tenu de tout ce qui s'est passé, il convient de mettre en place des mécanismes pour que ces tristes événements ne se reproduisent plus. Cependant, on ne l'entend pas du tout nous dire quelle leçon précisément il entend tirer de tout cela. Ce qu'il nous dit, au contraire, c'est que c'est ennuyeux, mais pas grave, et il nous propose de tourner la page, de payer et de voir après. Cela, Monsieur le président, nous ne pouvons pas le comprendre! On ne peut pas comprendre ces propos, car, de deux choses l'une: ou il ne s'est rien passé et, alors, effectivement, il faut tourner la page et se dire que c'étaient des brouilles et on passe à l'augmentation de capital, ou alors on est d'accord avec ce qu'on a cru lire dans la presse et ce que nous avons entendu, à savoir qu'il y a eu, effectivement, des problèmes graves et que, par conséquent, il convient de faire quelque chose pour que ce genre de fiasco ne se reproduise plus jamais à Genève.

Il nous semble tout de même curieux, après tout ce qu'on a entendu sur cette Banque cantonale, que tous ceux qui se sont prononcés ce soir soient tout à fait à leur aise à l'idée qu'on puisse voter une somme qui avoisine les 70 millions, ce qui, je crois, n'est pas une bagatelle, sans se demander ce qu'on va faire avec cet argent. Je vous passe les détails des débats que nous avons eus sur bien d'autres sujets tout aussi importants, où il était question d'investissements équivalents et sur lesquels nous avons passé des heures à débattre: s'il convenait de faire ceci ou cela, d'investir maintenant ou plus tard, comme ceci ou autrement, notamment dans le cas d'un certain musée. Je crois que notre nouveau maire en sait quelque chose... Je crois qu'il s'appelle, Monsieur le maire, le nouveau Musée d'ethnographie!

Monsieur le président, moi, je ne peux pas comprendre ce raisonnement. Nous voudrions, nous, avant de payer, savoir beaucoup plus de choses. La première, par exemple, c'est de savoir quel est le programme de cette banque. Est-ce qu'il s'agira d'une banque dite universelle ou, si vous préférez, d'une banque de proximité? Quel type de stratégie entend-elle suivre à l'avenir? Va-t-elle refaire des chèques en blanc, si j'ose dire? Va-t-elle refaire des prêts hypothécaires? Est-ce qu'elle va devenir banque universelle ou, au contraire, est-ce qu'on ne doit pas se dire: «On a fait, on n'a pas su, on n'a pas pu et, par conséquent, il s'agit de faire autrement»?

On voudrait aussi, pour notre part, Monsieur le président, savoir avec quelle direction nous allons travailler. Sur tous les bancs, on nous dit que la direction a été mauvaise. Elle a été mauvaise, très bien, mais quelle va être la nouvelle direction? On nous répond: «On ne sait pas encore, mais il y a un nouveau conseil d'administration.» Etant donné qu'il est présidé par un membre qui était déjà là avant, on ne sait pas très bien ce qu'il y a de nouveau. Enfin, admettons; c'est vrai qu'il y a des nouveaux membres. Par ailleurs, on nous dit qu'on va travailler autrement, mais on ne sait pas avec qui. On nous parle aussi de dettes pour un montant monumental, mais on ne nous donne pas d'informations précises sur la qualité de ces dettes. On nous dit: «Ne vous en faites pas; on va les mettre ailleurs et on examinera ensuite tout cela.» Nous avons beaucoup de peine à suivre un raisonnement pour lequel nous avons beaucoup de points d'interrogation et aucune réponse. Alors on nous dit: «Ne vous en faites pas; il y a un *business plan*.» Monsieur le président, le *business plan*, c'est comme l'histoire du furet. Tout le monde l'a vu passer, mais personne ne sait où il est! Parce que, quand on demande à le voir, on nous répond qu'on ne peut pas nous le montrer. C'est curieux! Oui, parce qu'il est en révision. Mais, à force, on finit par se demander s'il existe. Monsieur le président, ne nous comprenez pas mal, le groupe libéral n'est pas en train de vous dire, ce soir, qu'il veut la mort de cette BCGe. Non. Nous disons simplement, nous, libéraux, que nous ne sommes pas au poker, nous ne sommes pas là pour payer et voir; nous voulons voir et payer après, pour autant que ce que l'on a vu nous convienne, bien évidemment.

C'est pourquoi, Monsieur le président, nous avons pris la décision de déposer, comme nous l'avons déjà fait en commission des finances, un amendement à l'article premier du projet d'arrêté, à la fin duquel nous demandons que soit ajouté – il s'agit bien évidemment de l'ouverture d'un crédit extraordinaire, qui n'est plus de 70 millions mais, maintenant, de 66 millions plus deux de dividende – le complément suivant:

Projet d'amendement

«qui sera conditionné par l'adoption d'un *business plan* approuvé par le conseil d'administration fixant les objectifs à réaliser afin d'assurer la viabilité de la banque.»

Cela nous paraît la moindre des choses, après tout ce que nous avons vécu. Si cette situation devait être résumée sous forme de film, elle aurait certainement obtenu un premier prix dans un concours de films d'horreur!

On nous dit dans l'article 4 du projet d'arrêté que «les actions nominatives au porteur seront inscrites à l'actif du bilan au patrimoine financier». Comme nous l'avons exposé d'ailleurs à la commission des finances, nous estimons qu'il

convient de faire une distinction entre les actions au porteur d'une part et les actions nominatives dites «B» d'autre part. Selon nous, dans la politique même qu'a suivie le Conseil administratif jusqu'ici, les actions nominatives «B» doivent être inscrites à l'actif du bilan, non pas au patrimoine financier, mais bien au patrimoine administratif, alors que les actions au porteur, elles, pourraient sans autre être inscrites au patrimoine financier.

L'amendement à l'article 4 est donc le suivant:

Projet d'amendement

«Art. 4. – Les actions nominatives «B» seront inscrites à l'actif du bilan de la Ville de Genève au patrimoine administratif et les actions au porteur au patrimoine financier.»

A propos de l'article 8 qui traite de questions du personnel, notre position est la suivante. Nous estimons que nous devons ce soir prendre une décision grave, une décision de principe sur l'avenir de cette banque et sur la façon dont cette augmentation de capital va se faire. Pour notre part, nous estimons que les questions de personnel sont des questions de gestion qui relèvent de la direction de la banque et que ce n'est pas à nous, conseillers municipaux, de donner des directives, dans un sens ou dans un autre. C'est pourquoi, et vous l'aurez compris, Monsieur le président, nous ne pourrions pas accepter l'article 8 qui a été ajouté en commission par l'Alternative.

Deux points ont été soulevés ce soir par l'Alternative, dont la clause d'urgence. Je vous avoue que là aussi nous avons beaucoup de peine à comprendre à la fois le rapporteur et les autres intervenants. On nous dit qu'il y aurait urgence. Nous avons écouté attentivement la conseillère d'Etat, M^{me} Calmy-Rey, nous expliquer les tenants et les aboutissants de cette augmentation de capital et nous avons cru comprendre qu'au fond l'entièreté de cette augmentation de capital a été souscrite par l'Etat. En d'autres termes, quelle que soit la décision des communes et en particulier de la Ville de Genève, il n'y aura aucun changement en ce qui concerne cette augmentation de capital. Il est donc absolument faux de dire ce soir que, si nous ne souscrivons pas ces actions, nous mettons en danger la BCGe, puisque, de toute façon, l'Etat en souscrira la totalité ou – plus exactement – la totalité moins ce que les communes décident d'investir.

Compte tenu de tout ce qui s'est passé dans cette Banque cantonale et de la gravité des faits qui nous ont été rapportés, il me semble véritablement inconcevable que le peuple ne soit pas consulté et, de ce fait, nous estimons que voter la clause d'urgence reviendrait à bafouer les droits populaires. C'est pour cela que nous ne pourrions pas suivre l'Alternative en adoptant la clause d'urgence demandée par l'article 9.

Le deuxième point se rapporte à la plainte pénale. Bien que l'on nous ait présenté une première motion à ce sujet en commission des finances – elle figure d'ailleurs dans le rapport – ce soir, on nous en présente une autre... Enfin, quelle que soit la motion proposée, la motion N° 109 de la commission ou sa nouvelle version de ce soir, il faut garder un minimum de cohérence. Dans un premier temps, nous avons appris que le Conseil administratif avait accordé la décharge aux administrateurs. Nous ne comprenons pas bien. De deux choses l'une: soit on vote contre la décharge, soit on demande le dépôt d'une plainte pénale – on peut le comprendre sans forcément l'approuver. Etant donné l'évolution des circonstances, depuis l'assemblée générale au cours de laquelle on a donné décharge aux administrateurs, c'est-à-dire qu'on a considéré qu'ils n'avaient pas commis de faute, que l'on ne pouvait rien leur reprocher, je ne vois pas très bien comment on peut, ce soir, déposer une plainte pénale contre eux. Monsieur le président, pour des raisons de cohérence, nous ne pouvons pas suivre cette proposition.

En résumé, c'est un grand «mais» que notre groupe ajoutera ce soir à un «oui» éventuel. En effet, nous entendons faire voter les amendements que j'ai lus et que je vais déposer à l'instant entre vos mains, Monsieur le président, et si ces amendements ne sont pas votés par une majorité de ce Conseil municipal, il ne nous sera alors pas possible de voter dans le sens que préconise l'Alternative.

M. Guy Mettan (DC). J'ai essayé de bien écouter mes collègues et je constate que certains manifestent un certain doute quant à ce projet d'augmentation de capital, exigent un *business plan* – ce qui me paraît *a priori* louable – et, au fond, remettent en question la validité de cette augmentation de capital par des exigences qui me paraissent difficiles à remplir. Je m'en étonne, parce que nos collègues du Parti libéral, eux qui sont soucieux de la santé de l'économie, devraient quand même penser que cette banque joue un rôle extrêmement important pour les PME de ce canton. Nous devons donc, en tant que personnes soucieuses de l'économie, défendre cette banque qui est la seule banque dans ce canton à se soucier des PME – les faits l'ont montré lors de la fusion de la SBS et de l'UBS et du départ des centres de décision des grandes banques à Zurich.

D'un autre côté, sur les bancs de l'Alternative, on cherche à établir des responsabilités, à trouver des coupables. Je pense que c'est une démarche légitime, mais, là aussi, je crois qu'on se trompe pour les raisons que j'évoquerai tout à l'heure. Chercher des coupables dans ce contexte équivaut à se marquer un auto-goal, cela pour plusieurs raisons qui n'ont pas été évoquées ce soir.

Premièrement, on n'a jamais pensé aux 900 emplois que procure cette banque et on n'a pas parlé des milliers de personnes auxquelles cette banque permet de vivre. Je crois que c'est important. Depuis la fusion de la Caisse d'épargne et de la

Banque hypothécaire, qui a été largement plébiscitée par le peuple genevois, le personnel de cette banque s'est dévoué corps et âme à l'avenir de ce nouvel établissement et je pense qu'il faut lui rendre hommage ce soir. Il faut penser aussi à l'effort qui a été fourni ces dernières années.

Deuxièmement, la BCGe est un symbole pour Genève, parce qu'on y est tous attachés. Ce n'est pas seulement un symbole pour Genève, mais également un symbole pour le reste de la Suisse. J'étais à Prague, la semaine dernière, et j'ai discuté pendant deux heures avec le vice président de la Banque cantonale de Zurich qui était très inquiet de savoir ce qu'on allait faire, nous, Genevois, de notre propre banque. Les Zurichois se fichent de l'avenir de la BCGe, mais ils sont quand même inquiets, parce que si nous sabordons notre banque, toutes les banques cantonales en seront éclaboussées. C'est donc très important, non seulement pour Genève, mais pour tout établissement bancaire, public ou semi-public en Suisse.

Troisièmement, aujourd'hui même, je suis passé à la BCGe pour voir l'état d'esprit qui y règne. Aujourd'hui, une lettre a été distribuée à tous les petits actionnaires pour les inviter à souscrire à l'augmentation de capital. Les employés de banque ont été stupéfaits de voir débarquer, par dizaines, des petites vieilles – excusez l'expression – des personnes sans qualité *a priori*, qui venaient pour souscrire à l'augmentation de capital, prouvant par là l'attachement de la population genevoise à cette banque et à sa viabilité. Je crois que c'est un élément très important.

Pour terminer, j'aimerais encore revenir sur cette plainte que certains souhaitent déposer. Je comprends – c'est légitime – qu'on cherche à établir les responsabilités, voire à punir les coupables s'il y a lieu. Personnellement, et je ne crois pas être le seul à le penser, je pense que cette démarche est contre-productive. Pourquoi? La crédibilité d'une banque repose sur la confiance qu'elle inspire. Si nous introduisons une plainte, cela veut dire que, nous, en tant qu'organe politique, nous allons, pendant des années, mettre cette banque sous pression; nous allons saper la confiance qu'elle cherche à susciter auprès du public, confiance qui est indispensable à sa viabilité. Si nous déposons une plainte en tant qu'organe politique, je pense que nous allons saboter cette banque, et il vaudrait alors mieux jeter par la fenêtre ces 70 millions de francs, car ils risquent d'être perdus. Nous devons absolument, maintenant, rétablir cette confiance, avec le soutien de la population, qui est en train de se manifester, sans chercher à condamner ou juger. Si certains faits, à l'avenir, devaient prouver que des responsabilités pénales ou civiles devraient être établies, laissons le soin à la future direction de le faire. Elle va bientôt entrer en fonction. Laissons-la faire son travail et, après, nous pourrions éventuellement entamer la procédure. Dans le climat actuel, je pense que ce serait contre-productif.

Un dernier mot sur la transparence de la Banque cantonale. Personnellement, je n'ai jamais vu un établissement public ou une banque soumis à autant de transparence. Tout est public. La moindre déclaration paraît dans les journaux, le moindre petit frémissement donne lieu à un article. Il ne faut donc pas venir dire qu'on cherche à cacher la vérité. Dans le public, quand le patron de l'UBS fait une erreur, on n'en parle pas, on cache cela sous le boisseau et on lui donne 20 millions pour qu'il s'en aille! Voilà la réalité de ce qui se passe dans une banque privée. Pour notre banque publique, tout est noté dans les journaux et les présumés coupables, en l'occurrence la direction actuelle, ont déjà payé. Ils n'ont pas reçu les 20 millions que d'autres ont reçu et, en plus, par la presse, leurs noms ont été jetés en pâture à tous les citoyens de la ville. A mon avis, la punition – symbolique, en tout cas – a déjà été infligée et il n'y a pas lieu de poursuivre dans cette voie. Je vous remercie de votre attention.

M. Daniel Sormanni, rapporteur (S). Je commencerai par répondre au dernier intervenant, et vous lui transmettez, Monsieur le président. La différence entre la BCGe et le cas qu'il vient de citer, celui de l'UBS, c'est que ce n'est pas le contribuable qui a payé les 20 millions d'indemnités qu'a touché le directeur de l'UBS. Effectivement, les banques privées n'ont pas de transparence – c'est le moins qu'on puisse dire – mais elles ne fonctionnent pas non plus avec les deniers des contribuables. A partir du moment où nous avons une banque dans laquelle les collectivités publiques ont des représentants et pour laquelle l'Etat accorde une garantie de 4,4 milliards, je crois que l'on peut souhaiter, c'est le moins qu'on puisse dire, une certaine transparence, et l'expérience a montré qu'elle n'était pas suffisante. S'il en avait été autrement, nous n'en serions pas là aujourd'hui et les administrateurs, quelles que soient leurs qualités ou leurs difficultés, ont eu de la peine à effectuer leur travail compte tenu du fait qu'ils n'avaient pas la documentation nécessaire pour pouvoir le réaliser avec la plus grande célérité. Il faut donc toujours se garder de comparaisons, car, en général, elles ne sont pas raison.

Deux ou trois mots pour répondre à différents intervenants. L'inscription au patrimoine financier des actions de la Banque cantonale, que nous allons très certainement acquérir à l'issue de ce débat, ou en tout cas donner au Conseil administratif l'autorisation de le faire, est tout à fait justifiée. Il faut se rappeler que le premier critère pour inscrire un bien au patrimoine financier est de savoir s'il a une rentabilité et, aux dernières nouvelles, il semblerait que les actions de la Banque cantonale aient une rentabilité, et vous le savez bien, d'autant plus que les nouvelles actions nominatives «B» auront la même rentabilité que les actions au porteur qui sont servies au privé dont le dernier dividende proposé était de 12%. Je crois que c'est là le premier critère.

Le deuxième critère est évidemment que le bien soit aliénable. Il a été dit tout à l'heure que les actions nominatives étaient difficilement aliénables et ne pouvaient qu'être vendues à des collectivités publiques. Vous m'accorderez toutefois que si vous étiez possesseurs d'actions au porteur, aujourd'hui en tout cas, vous vous demanderiez à qui vous iriez bien les vendre demain! Il faudra peut-être attendre un certain temps, c'est le moins qu'on puisse dire. C'est comme le refroidissement du canon à l'armée, ça prend un certain temps! Ce n'est pas sérieux.

Le Conseil municipal est parfaitement légitimé à discuter, à faire des demandes et à exiger un certain nombre de choses, mais veut-il réinventer la roue ou bien? Je crois que les députés, dans leur grande sagesse, ont fait leur travail et ils l'ont fait en conscience. Nous n'allons donc pas faire encore mieux que les députés! Nous allons faire aussi bien – je pense que nous en sommes capables – mais mieux, cela me paraît difficile. Je crois que les députés ont fait leur travail et, en l'occurrence, en ce qui concerne l'investissement qu'ils ont accordé au Conseil d'Etat pour les investissements de la Banque cantonale, aussi bien les actions nominatives «B» que les actions au porteur seront inscrites au patrimoine financier de l'Etat de Genève. Alors, je ne vois pas pourquoi, en ce qui nous concerne, nous ferions différemment. Si l'Etat a pu le faire, nous pouvons le faire. Je pense que c'est parfaitement justifié.

Par rapport à l'article 8 qui dit qu'«il n'y aura pas de licenciements économiques», en ce qui me concerne, je persiste et signe. Je trouve quand même un peu fort que les mêmes groupes politiques qui disent que définir des responsabilités dans quelque chose est difficile refusent cet article. On va donc protéger les organes dirigeants de la banque, la direction générale. Je vous rappelle tout de même que, si les collectivités publiques ne souscrivent pas à l'augmentation de capital, au 30 juin, la banque fermera, elle sera en faillite. Vous voulez donc faire payer cela au personnel? Parce que c'est bien ce que vous nous avez dit. Le personnel, lui, peut payer, donc on peut le licencier; par contre, les organes dirigeants de la banque, à l'avance, seraient exempts de rendre des comptes. Ce n'est pas sérieux et surtout pas correct!

En ce qui concerne la clause d'urgence, Monsieur le président, vous direz à notre honorable confrère conseiller municipal M. Kaplun qu'il se trompe. Il se trompe, premièrement, parce que l'Etat a voté un montant de 243 millions, si je ne m'abuse, ce qui ne correspond donc pas au total des actions de la BCGe qui seront émises sur le marché. Les propos qu'il a tenus sont donc faux et, si la Ville de Genève ne met pas les 66 millions nécessaires à l'investissement, la banque ne pourra pas recevoir les fonds qui lui seront nécessaires à assurer sa survie. Ce n'est donc pas l'Etat qui va se substituer aux communes. D'ailleurs, M^{me} la conseillère d'Etat Micheline Calmy-Rey l'a parfaitement dit en commission des finances en répondant à l'une de mes questions. Vous le prierez donc de se référer au procès-verbal où il est écrit en toutes lettres que «l'Etat ne se substituera pas

aux communes en ce qui concerne l'investissement des actions de la Banque cantonale». Par conséquent, son argument ne tient pas; toutes les mesures que nous propose le Parti libéral visent à couler la Banque cantonale alors qu'il prétend vouloir la sauver. En effet, si la clause d'urgence n'est pas votée, c'est sûr qu'un référendum sera lancé et que l'augmentation de capital ne pourra pas être bouclée à l'issue de la période de souscription, le 22 juin, je vous le rappelle, la réunion des fonds devant être réalisée le 27 juin, le conseil d'administration se réunissant le 28 juin pour constater l'augmentation de capital, effectivement versée sur les comptes. Une fois de plus, on nous a asséné de petits – ou de gros – mensonges en nous disant que, même si l'on ne votait pas la clause d'urgence, cela ne mettrait pas en danger la BCGe. Eh bien, c'est la démonstration que cela est faux. Je suis tout à fait conscient que, aussi bien au niveau du Grand Conseil qu'au niveau du Conseil municipal, le fait de priver la population du pouvoir de se prononcer est ennuyeux, mais nous n'avons, hélas, pas le choix, compte tenu des délais qui sont impartis pour l'augmentation de capital. Ces délais n'ont été fixés ni par le Conseil municipal ni par le Grand Conseil, mais par la force des choses, causées par les dirigeants de la Banque cantonale eux-mêmes! Adressez-vous donc à eux! En fait, je ne crois même pas qu'ils s'y soient pris trop tard, mais ils ont fait preuve d'une telle opacité!... Lorsqu'ils ont commencé à poser la question de l'augmentation de capital en février 1999, sauf erreur, il a fallu pratiquement plus d'un an pour arriver à obtenir un certain nombre d'informations – encore insuffisantes sur certains points – pour arriver finalement à prendre une décision. Ce sont les organes dirigeants qui ont confisqué la possibilité à la population de se prononcer sur la recapitalisation de la banque, et non le politique. Voilà ce que je voulais dire en substance et, en l'occurrence, vous pourrez constater que les partis de l'Alternative se sont mis d'accord sur une petite modification de la motion qui a été présentée par M. Mouhanna. (*Corrigé au Mémorial.*) Par ailleurs, nous déposons l'amendement suivant à l'article 6 du projet d'arrêté:

Projet d'amendement

«Art. 6. – Le membre du conseil de la Fondation de valorisation *proposé* par le Conseil administratif au Conseil d'Etat fait un rapport d'activités annuel au Conseil administratif et à la commission des finances du Conseil municipal.»

La motion a été, à mon sens, quelque peu édulcorée. Ce qui est demandé n'est pas le dépôt immédiat d'une plainte, parce qu'il faudrait encore avoir un motif – en Suisse, on ne peut invoquer l'abus de bien social. Il faut donc encore prouver les allégations qui pourraient être faites. Nous mandatons dans ce but le Conseil administratif pour examiner et prendre toutes les mesures possibles afin d'examiner les responsabilités qu'il y a dans cette affaire – parce qu'il y en a, et vous le savez bien.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Je vais quand même répondre à un certain nombre d'interventions sans dépasser mon temps de parole, je vous rassure.

Premièrement, contrairement à ce qui a été dit, notre groupe a opté, avec beaucoup de détermination, pour le sauvetage de la Banque cantonale, puisque nous allons voter le projet d'arrêté prévoyant la participation de la Ville de Genève à l'augmentation du capital de la BCGe pour lui permettre d'assurer les conditions de sa survie et de son développement.

Deuxièmement, je tiens quand même à relever que, dans les propos des deux intervenants du Parti démocrate-chrétien, MM. Pattaroni et Mettan, il y a des contradictions flagrantes – pour ne pas dire davantage: M. Pattaroni prétend qu'il n'y a quasiment pas eu d'erreurs au niveau de la gestion et M. Mettan dit, de son côté, qu'il est légitime que l'on pense à une plainte pénale, mais que ce serait une erreur. Il a même parlé d'une sorte d'auto-goal que les membres de l'Alternative pourraient s'envoyer, par exemple en faisant une proposition de ce type. Ce type d'auto-goal, moi, je ne le connais pas. S'il y a des responsabilités, celles-ci doivent être établies, quelle que soit l'appartenance politique des gens et je suis de ceux qui pensent que les hommes sont faillibles, quel que soit le parti ou le mouvement qu'ils suivent. Par conséquent, je n'identifie pas les individus aux partis auxquels ils appartiennent.

Je voudrais malgré tout affirmer ici qu'il ne s'agit en aucune manière de jouer aux coupeurs de têtes ou de chercher les coupables à tout prix. Le problème n'est pas là. Il s'agit d'établir la vérité pour que la justice suive son cours dans les meilleures conditions possibles, parce qu'il ne faut pas oublier que nous sommes ici en train de décider d'affecter une somme de l'ordre de 66 millions à l'augmentation du capital de la Banque cantonale et que cet argent ne nous appartient pas, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux. Cet argent est celui de la population de la ville de Genève. Dès lors, nous sommes dépositaires de cette somme et nous avons la responsabilité juridique et morale de faire en sorte que cet investissement réponde à un certain nombre de besoins, en priorité le soutien à l'économie genevoise; la Banque cantonale doit être au service de la population de notre ville, de notre canton et de notre région. Cela différencie bien sûr complètement la Banque cantonale des banques privées qui, elles, cherchent le profit à tout prix, même au prix de dégâts monstres au niveau du social, dont la destruction d'emplois, etc. – vous connaissez suffisamment d'exemples. La Banque cantonale ne doit pas chercher le profit à tout prix, mais soutenir le tissu économique et, partant, elle peut effectivement connaître un certain nombre de difficultés. Cependant, la Banque cantonale, qui doit prioritairement investir dans le tissu économique, se trouve dans la situation suivante: elle a transféré à la Fondation de valorisation 5 milliards liés essentiellement au marché immobilier à caractère spéculatif essentiellement; elle a d'autre part 1,5 milliard de crédit en blanc, c'est-

à-dire sans garantie, sur un total de crédit de l'ordre de 16 milliards. On peut se demander comment cela se fait que 5 à 6 milliards ont été investis dans l'immobilier à caractère plus ou moins spéculatif alors qu'on dit que cette banque doit essentiellement se vouer au soutien du tissu économique, c'est-à-dire des PME. Je ne sais pas si les PME que nous voulons soutenir en Ville de Genève sont des sociétés de spéculation sur l'immobilier. Je ne crois pas que cela soit notre objectif et, par conséquent, s'il y a des responsabilités, il faut qu'elles soient établies; il faut que la population puisse avoir confiance non seulement dans la Banque cantonale mais également dans le monde politique qui est censé gérer ses intérêts. Nous avons cette responsabilité et c'est justement conscients de cela que nous avons proposé une nouvelle version de la motion N° 109.

Je ne crois pas que nous allons épiloguer très longtemps pour savoir qui était responsable ou qui ne l'était pas. Chacun y va de sa théorie, de ses hypothèses et, finalement, ce qui peut être fait pour rétablir la vérité doit être fait par celles et ceux qui ont la responsabilité légale de le faire, c'est-à-dire la justice. Comme je l'ai dit tout à l'heure, M. Dominique Ducret lui-même demande qu'une telle démarche soit faite. Nous n'avons pas demandé le dépôt d'une plainte pénale; nous avons demandé qu'une plainte pénale ou civile ne soit pas exclue, l'essentiel étant d'établir la vérité, de redonner confiance à la population. Lorsqu'on votera – et j'espère qu'on va le faire – la participation de la Ville à l'augmentation du capital, après ce qui s'était passé au niveau du Grand Conseil, avec une motion qui montre notre volonté d'établir effectivement les responsabilités et de donner plus de contrôle aux instances, qui sont l'émanation des collectivités publiques dans la gestion de la politique de la BCGe, eh bien, contrairement à ce que certains croient, la population aura beaucoup plus confiance dans cette banque et elle nous accordera également sa confiance, parce que sans celle-ci, je ne vois pas ce que l'on fait ici, dans cette enceinte. En tout cas, pour ma part, je tiens absolument à ce que le Conseil municipal – je suis sûr que beaucoup d'autres pensent la même chose – intervienne pour que cette confiance en nous soit maintenue et qu'elle aille même en augmentant au niveau de la population.

Avant de voter, je vous demande de vous interroger au fond de vous-même, les uns et les autres, et de décider si véritablement vous pensez qu'il y a de quoi rechercher des responsabilités ou s'il n'y a strictement rien à faire, auquel cas, moi, je ne donnerai pas cher de notre crédibilité ni de celle de la Banque cantonale.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Les Verts soutiendront la Banque cantonale genevoise car, pour soutenir l'économie locale, malheureusement, actuellement, il n'y a pas pire, il n'y a pas mieux; il s'agit de soutenir notre Banque cantonale.

SÉANCE DU 6 JUIN 2000 (soir)
Projet d'arrêté: Banque cantonale de Genève

Bien que les Verts souscrivent à tous les articles du projet d'arrêté, j'aimerais quand même dire que ce n'est pas simplement en votant les 66 millions pour la recapitalisation que nous sauverons la banque. Il faudra également un capital confiance que le politique est peut-être à même de redonner à la population. Arrêtons donc de polémiquer, car les responsables ne sont peut-être même plus dans la banque. Les précédents intervenants nous ont bien expliqué que l'objectif ne consistait pas à fermer les yeux, mais à être conscient des responsabilités. Si ces responsables existent encore, ils seront trouvés et, finalement, le projet de motion amendée que nous avons étudié pendant l'interruption de séance nous satisfait pleinement, car, contrairement à la motion initiale, qui avait été votée en commission des finances, celle-ci ne demande pas le dépôt de la plainte par la Ville, mais la possibilité de le faire, en laissant le soin aux privés de juger de l'opportunité d'une telle mesure.

Concernant les divers articles du projet d'arrêté amendé par la commission, l'article 2, qui donne la responsabilité au Conseil administratif de faire comme il l'entend pour la répartition des actions nominales et au porteur, nous satisfait.

Le fait que les actions nominales soient inscrites dans le patrimoine financier est une bonne chose, car elles permettront ainsi de garder la proportionnalité des voix au sein du conseil d'administration.

L'article 5 demande qu'une délégation du Conseil administratif suive de très près – en tout cas les premiers temps – ce qui se passe au sein de la Fondation de revalorisation ou du conseil d'administration, voire du comité directeur. Nous avons un représentant de la Ville dans les deux organes, et il serait préférable de ne pas lâcher prise à ce niveau.

A propos de la charte éthique, les Verts sont évidemment aux anges que l'on mette de l'éthique dans des organes bancaires. Cela se fait déjà, et c'est normal.

Quant à l'article 8, il dit: «Il n'y aura pas de licenciement économique.» Que peut-on demander de mieux?

Enfin, la clause d'urgence est absolument indispensable à l'avenir de cette banque.

Pour terminer, je dirais qu'il faut que nous votions à la majorité cette recapitalisation et que nous redonnions ce capital confiance à la BCGe, qui en a bien besoin. Arrêtons donc de polémiquer.

M^{me} Michèle Ducret (R). Le groupe radical votera le projet d'arrêté tel qu'il nous est présenté dans le rapport de M. Sormanni.

En effet, nous estimons que, voter ce projet d'arrêté, c'est donner un signe de soutien aux 900 employés de la banque ainsi qu'aux clients qui ont besoin de leur

banque, fondement de l'économie genevoise. N'oublions pas que la BCGe finance des PME ainsi que des projets immobiliers comme, par exemple, des HLM ou des logements individuels. Nous constatons que le Grand Conseil a déjà voté 246 millions et la création de la Fondation de valorisation. Il a donc fait un grand pas en faveur de cette banque et, maintenant, c'est à notre tour de le faire. Par ailleurs, une loi de surveillance accentuée de la banque est en gestation au Grand Conseil et sera, semble-t-il, votée très prochainement. Nous entendons également donner de tels signes positifs.

Pour cette raison, nous voterons l'arrêté tel qu'il se présente, y compris l'urgence.

M. André Kaplun (L). Je serai extrêmement bref – je vous rassure – mais je crois que le rapporteur m'a interpellé, tout à l'heure, sur un problème qui me paraît relativement important, celui de savoir si oui ou non la non-participation de la Ville de Genève à cette augmentation de capital mettrait en péril cette augmentation. Selon lui, il n'est pas concevable que la Ville puisse ne pas souscrire. Je voudrais quand même inviter ce cher rapporteur à prendre connaissance du rapport qui a été présenté au secrétariat du Grand Conseil sous la référence PL 8194-A. Il s'agit d'un rapport de la commission des finances du Grand Conseil et, en page 4 – je vous lis un bref passage qui vous éclairera à ce sujet – le texte du rapport nous dit ceci...

M. Daniel Sormanni (S). Je l'ai.

M. André Kaplun. Alors lisez-le, Monsieur Sormanni, si vous l'avez, et vous verrez qu'au début de la page 4, il est écrit ceci: «Le projet de loi tient également compte de l'éventualité d'une souscription d'actions nominatives «B» inférieure au cent pour cent proposé de la part des autres communes. Dans ce cas, l'Etat de Genève pourrait être amené à se porter acquéreur de la différence afin que l'augmentation de capital puisse être menée à terme.»

Monsieur le président, je ne crois pas avoir trahi la vérité. Il est vrai que l'Etat souhaite que la Ville participe à cette augmentation de capital. Si d'aventure tel n'était pas le cas, il n'y aurait absolument pas gravité en la matière. Je vous remercie.

M. Daniel Sormanni (S). Je ne voudrais pas polémiquer, mais je tiens à apporter brièvement une précision. Effectivement, j'ai lu le rapport dont

M. Kaplun vient de nous lire certains paragraphes et j'ai également suivi le débat du Grand Conseil à la télévision, mais ce que notre éminent collègue omet de dire, c'est qu'il s'est arrêté avant la fin du paragraphe. Il doit lire aussi ce qui suit: «Ce complément éventuel a été estimé à 8 millions, soit environ 25%.» L'Etat a effectivement voté une rallonge, mais elle ne correspond qu'au 25% de ce qui ne serait pas souscrit par les communes.

Par conséquent, il est évident que l'Etat ne pourra pas souscrire aux 66 millions que la Ville refuserait de souscrire. L'objectif était de souscrire le quart de ce qui ne serait pas souscrit par les communes, hormis la Ville de Genève.

M. Alain Vaissade, maire. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, dans les diverses interventions, tous partis confondus, nous avons pu percevoir une certaine hésitation. Comme vous le savez, dans les milieux bancaires, il n'y a pas de certitude. Ce soir, vous devez donc faire un vote de confiance.

Le Conseil administratif souhaite en effet que vous votiez ce projet d'arrêté, car nous avons besoin de cette Banque cantonale à Genève. Que vous exprimiez des réserves ou des préoccupations d'ordre éthique ou juridique par le biais d'une motion, vous en avez évidemment la possibilité, mais, au vu de tous les débats qui ont eu lieu au Grand Conseil au cours desquels on a déjà entendu les positions de vos partis, le Conseil administratif estime que, ce soir, vous devez donner un signe net pour qu'une nouvelle Banque cantonale puisse à nouveau fonctionner grâce à une recapitalisation.

Nous vous incitons donc à voter ce projet d'arrêté. Cependant, si vous acceptez la motion, nous l'étudierons de façon à lui donner une réponse la plus satisfaisante possible.

Deuxième débat

Le président. La parole n'étant plus demandée, nous pouvons passer au vote. Je vous rappelle que nous sommes saisis d'une motion et de quatre amendements au projet d'arrêté.

Nous allons commencer avec la proposition de motion N° 109, relative à la Banque cantonale de Genève, dans sa deuxième version, signée par MM. Souhail Mouhanna, Daniel Sormanni, Jean-Pascal Perler et M^{me} Liliane Johner.

Mise aux voix, la motion est acceptée par 35 oui contre 25 non (8 abstentions).

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Dans le but de répondre aux attentes de l'opinion publique et des citoyen(ne)s de la Ville de Genève d'une part, et de contribuer à restaurer la confiance dans la BCG d'autre part,

le Conseil municipal de la Ville de Genève demande au nom de la Ville, deuxième actionnaire par importance de la BCGe:

- de renforcer le contrôle sur la banque et les attributions de son conseil d'administration, tout en fixant des règles d'éthique, notamment en ce qui concerne les incompatibilités applicables aux organes de la banque;
- une mise à jour rapide de la charte éthique de la BCGe qui doit être soumise à l'approbation du Grand Conseil;
- la définition dans la loi des objectifs de la banque;
- la mise en œuvre par le Conseil administratif de toutes démarches, sans exclure le dépôt d'une plainte civile et/ou pénale, permettant de déterminer les responsabilités, dans le cadre des actes d'administration de la banque, l'ayant mise dans la situation où elle se trouve actuellement au regard du non-respect des exigences légales qui lui sont applicables en vertu de la loi fédérale sur les banques;
- la présentation par le Conseil administratif, dans les plus brefs délais, d'un rapport portant sur la concrétisation de la présente motion.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

Le président. Nous passons au premier amendement du groupe libéral, concernant l'article premier de l'arrêté. Il s'agit d'ajouter à la fin de l'article «qui sera conditionné par l'adoption d'un *business plan* approuvé par le conseil d'administration fixant les objectifs à réaliser afin d'assurer la viabilité de la banque».

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé à la majorité (1 abstention).

Le président. Nous passons au deuxième amendement du groupe libéral, concernant l'article 4 de l'arrêté; l'amendement dit: «Les actions nominatives «B» seront inscrites à l'actif du bilan de la Ville de Genève au patrimoine administratif et les actions au porteur au patrimoine financier.»

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé à la majorité (19 oui et 2 abstentions).

Le président. Nous passons au troisième amendement, proposé, celui-ci, par le Conseil administratif, concernant l'augmentation du capital social de la BCGe et qui consiste à ajouter l'article 2 suivant: «Affectation du dividende versé en 1999 à l'augmentation du capital social de la BCGe.» L'ancien article 2 devient l'article 3, et ainsi de suite.

Mis aux voix, l'amendement du Conseil administratif est accepté sans opposition (quelques abstentions).

Le président. Nous passons au dernier amendement, celui de M. Daniel Sormanni, concernant l'article 6. Nouveau texte: «Le membre du conseil de la Fondation de valorisation proposé par le Conseil administratif au Conseil d'Etat fait un rapport d'activité annuel au Conseil administratif et à la commission des finances du Conseil municipal.»

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté à l'unanimité.

Le président. Monsieur Pattaroni, vous souhaitez vous exprimer?

M. Robert Pattaroni (DC). Oui, Monsieur le président. Savez-vous qui est le membre représentant la Ville dans ce conseil de la Fondation de valorisation?

Le président. Personnellement, je n'en ai pas la moindre idée. Monsieur Vaissade?

M. Alain Vaissade, maire. Monsieur le président, je peux répondre à la question de M. Pattaroni. Le Conseil administratif a fait part au Conseil d'Etat de son choix pour M. Christian Grobet.

Le président. Je vous remercie. Etant en procédure de vote, je fais voter l'arrêté amendé.

Mis aux voix, article par article et dans son ensemble, l'arrêté amendé par la commission et par le plénum est accepté sans opposition (abstention des libéraux).

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition de trois de ses membres,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit extraordinaire de 70 millions de francs pour l'acquisition d'actions nominatives «B» et au porteur de la Banque cantonale de Genève.

Art. 2. – Affectation du dividende versé en 1999 à l'augmentation du capital social de la BCGe.

Art. 3. – La répartition entre actions nominatives «B» et au porteur est de la compétence du Conseil administratif en fonction des conditions du marché.

Art. 4. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève.

Art. 5. – Les actions nominatives «B» et au porteur seront inscrites à l'actif du bilan de la Ville de Genève dans le patrimoine financier. En raison de la nature de cet investissement et de sa rentabilité, celui-ci ne donne pas lieu à amortissement.

Art. 6. – Il est créé une délégation du Conseil administratif chargée de suivre le dossier de la BCGe. Cette délégation rencontre régulièrement les administrateurs qui représentent la Ville de Genève au sein du conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration de la BCGe désignés par le Conseil municipal font un rapport d'activités annuel au Conseil administratif et à la commission des finances du Conseil municipal.

Art. 7. – Le membre du conseil de la Fondation de valorisation proposé par le Conseil administratif au Conseil d'Etat fait un rapport d'activité annuel au Conseil administratif et à la commission des finances du Conseil municipal.

Art. 8. – Les missions, notamment de proximité et de soutien aux PME, de la BCGe, la façon de les réaliser et de les contrôler seront inscrites dans une charte éthique.

Art. 9. – Il n’y aura pas de licenciements économiques parmi le personnel de la BCGe.

Art. 10. – Le présent arrêté est muni de la clause d’urgence en vertu de l’article 32 de la loi sur l’administration des communes (LAC/B6-1).

Un troisième débat n’étant pas réclamé, l’arrêté devient définitif.

4. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

5. Interpellations.

Néant.

6. Questions.

orales:

M. Mark Muller (L). Ma question s’adresse au Conseil administratif. Nous venons d’apprendre, de la bouche du maire, que la Ville de Genève avait proposé la candidature de M. Christian Grobet au conseil de la Fondation de valorisation des actifs de la BCGe. Pourrait-on savoir quels sont les motifs qui ont poussé le Conseil administratif à proposer la candidature d’une personne qui n’est pas domiciliée en ville de Genève et qui n’est pas le gage d’une gestion dépolitisée des actifs de cette fondation? Je vous remercie.

M. Alain Vaissade, maire. Monsieur le conseiller municipal, lors de ses délimitations, le Conseil administratif a estimé que M. Christian Grobet avait toutes les qualités requises pour ce poste. Il les a développées non seulement dans son ancien métier de conseiller d'Etat, mais aussi lorsqu'il était conseiller municipal de la Ville de Genève; il a d'ailleurs toujours défendu les intérêts de la Ville. En termes de droit administratif ou de droit en général, c'est une personne extrêmement compétente. Par ailleurs, vous ne pouvez pas nier que, durant de nombreuses années, M. Grobet a exercé ses compétences d'avocat dans le domaine immobilier.

M. René Grand (S). Ma question s'adresse soit à M. Ferrazino soit à M. Tornare. Il s'agit des W.-C. publics du parc Gourgas, à la Jonction.

Lors de la fête du quartier, j'ai été absolument scandalisé de l'état d'insalubrité de cet endroit. En effet, j'ai pu constater qu'il y avait de la merde sur le sol, devant les portes des W.-C., et cela est totalement inacceptable dans un lieu proche d'une école. Il y a certainement des déprédations, mais en portant davantage de soin au nettoyage et en augmentant sa fréquence, on pourrait remédier à ce problème. Je crois qu'un effort peut être fait dans ce sens. Merci d'avance.

M. Roberto Brogini (Ve). Ma question s'adresse à M. Ferrazino et concerne la place du Rhône.

Comme vous le savez, la réalisation de la place du Rhône, confiée à l'architecte Lopreno, touche à sa fin, et sera bientôt inaugurée. Ce soir, en venant au Conseil municipal, j'ai pu constater que de nombreuses voitures stationnaient sur cette place, malgré les panneaux d'interdiction. J'aimerais donc connaître les mesures qui ont été prises pour redonner à cette place sa vraie fonction. Elle a en effet été transformée en parking pendant trop longtemps dès le début du circuit piéton et cyclable, qui est le pont des Bergues. Je vous remercie.

M^{me} Michèle Künzler (Ve). Ma question s'adresse à M. Tornare et concerne le marché aux puces des jouets sur l'Ile pour les enfants.

Nous avons déjà demandé une gestion plus écologique des déchets, par exemple la récupération de l'aluminium. En effet, on distribue des canettes aux enfants, mais il n'y a aucun conteneur de récupération à disposition.

Par ailleurs, pourquoi ne pas mettre également à leur disposition des boissons non gazeuses? Tous n'aiment pas le Coca! Merci.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Madame Künzler, j'en ferai part au nouveau ou à la nouvelle chef du Service des écoles qui sera nommé, sauf erreur, au mois d'octobre.

M. Robert Pattaroni (DC). Ma question s'adresse probablement à M. Ferrazino ou à M. Tornare, puisqu'il s'agit du parc Bertrand.

Selon des observateurs avertis, il semblerait qu'il y ait de moins en moins d'éclairage dans ce parc. C'est pourquoi je vous propose soit d'intervenir pour rétablir la lumière – *post tenebras lux* – soit de distribuer aux habitants du quartier des lampes de poche!

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Ce ne sont pas des lampes de poche qu'il faut distribuer aux habitants, mais un peu de patience, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à l'une de vos collègues, Monsieur Pattaroni!

Les Services industriels de Genève (SIG) ont des problèmes avec une canalisation et, actuellement, ils poursuivent leurs recherches, ce qui explique que certains luminaires sont hors service. Ils seront remplacés dès que la source de cette panne aura été trouvée, ce qui n'est, à l'heure actuelle, pas encore le cas. Nous nous en préoccuons donc et travaillons de concert avec les SIG pour y remédier au plus vite.

M. Alain Marquet (Ve). Ma question s'adresse à M. Tornare. Il a été dit dans la presse que les travaux concernant le nant de Jargonnant, dans le parc Bertrand, avaient dû être suspendus pour des raisons de non-respect de certains critères du catalogue de l'Agenda 21.

J'aimerais savoir en bref – je n'ai pas besoin d'un rapport là-dessus – quels sont les critères qui n'ont pas été respectés dans ce chantier. Je vous remercie.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Vous pourriez vous référer au *Mémorial*, parce que j'ai déjà répondu à cette question, il y a environ un mois.

Je vous rappelle que c'était à la suite de remarques tout à fait judicieuses de mon collègue Christian Ferrazino que j'ai interrompu ce chantier. Lors d'une réunion avec les SIG, avec M. Macherel et ses collaborateurs, avec M. Roger

Beer, nous avons pris des dispositions pour être en conformité avec l'Agenda 21, car il est vrai que, au niveau du recyclage de l'eau, toutes les normes n'étaient pas respectées. Nous avons volontairement interrompu les travaux pour être en adéquation avec des principes écologiques qui vous sont chers.

M. Roman Juon (S). L'autre jour, en commission des travaux, M. Moutinot, conseiller d'Etat, nous a appris que le Conseil administratif de la Ville de Genève avait à disposition quatre places de parc au parking dit «du Manège». Etant donné que vous êtes cinq, j'aimerais savoir lequel d'entre vous n'utilise pas cette place de parc.

Le président. M. Muller vous répond.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Monsieur Juon, vous vous trompez, car le Conseil administratif ne loue que deux places qui sont présentement utilisées par mon collègue André Hediger et moi-même!

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). C'est une question qui s'adresse au Conseil administratif. La Ville de Genève a trois représentants au conseil d'administration de la Banque cantonale et une personne parmi les trois est normalement désignée au comité de banque.

Je voudrais savoir qui représente la Ville de Genève au comité de banque et comment se fait cette désignation. Merci.

M. Bernard Lescaze (R). Il y en a deux!

M. Pierre Muller, conseiller administratif. En effet, comme le dit M. Bernard Lescaze, il y a actuellement deux représentants de la Ville de Genève au comité de banque. Il s'agit de M. David Hiler, nouvellement élu, et de M. Daniel Pilly qui, lui, siège au comité de banque depuis une bonne dizaine d'années.

M^{me} Alice Ecuillon (DC). Ma question s'adresse, je pense, à M. Tornare. Il s'agit du parc Geisendorf.

J'aimerais savoir qui est chargé du nettoyage des bancs, car, actuellement, il est impossible de s'asseoir dans ce parc. Je ne sais pas si ce sont les arbres qui déposent une matière collante, mais, en tout cas, c'est absolument dégoûtant.

Par ailleurs, il y a une fontaine à proximité de la rue de Lyon. Celle-ci a un débit d'eau sale et très limité. J'aimerais donc savoir si vous avez l'intention de la faire nettoyer ou si l'on doit supporter ces saletés.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Madame l'ancienne présidente, c'est le Service des espaces verts et de l'environnement qui est chargé du nettoyage des bancs. Je ferai donc une note de service.

Pour la fontaine en question, je transmettrai à mon collègue Christian Ferrazino, parce que c'est son département qui s'en occupe. Souvenez-vous des fameuses fontaines de M^{me} Jacqueline Burnand!

M. Alain Dupraz (AdG/TP). Ma question s'adresse à notre conseiller administratif Christian Ferrazino.

J'aimerais savoir pourquoi, depuis plusieurs semaines, le charmant murmure de la fontaine du bassin du parc Geisendorf s'est tu. Est-ce dû aux mesures d'économie d'eau ou est-ce que la source s'est tarie? Je ne sais pas ce qui se passe, mais c'est dommage, parce que, lors des dernières canicules, il n'y avait pas d'eau et beaucoup d'enfants jouent dans ce parc. (*Remarque.*) L'histoire de M^{me} Burnand? Peut-être, encore! Elle sévit toujours?

Le président. Cela clôt notre séance. Nous reprenons demain. Merci.

Séance levée à 22 h 55.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	26
2. Communications du bureau du Conseil municipal	26
3. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner le projet d'arrêté de MM. Jean-Marc Froidevaux, Bernard Lescaze et Robert Pattaroni, renvoyé en commission le 19 avril 2000, intitulé: «Pour l'acquisition d'actions de la Banque cantonale de Genève» (PA-6 A)...	27
– Motion de la commission des finances: «Banque cantonale de Genève (M-109)	44
4. Propositions des conseillers municipaux	80
5. Interpellations	80
6. Questions	80

La mémorialiste:
Marguerite Conus